



Gouvernance responsable des régimes fonciers

Bragança, Portugal
29 septembre - 1 octobre

Résumés



FONCIMED 2016

ISBN 978-972-745-215-6

Organizador: Orlando Rodrigues

<http://hdl.handle.net/10198/11264>

Index

Conférence inaugurale

Enjeux pour la gouvernance foncière en Méditerranée: sécurité foncière et conflictualité _____ 5

Thierry Kirat

Directeur de recherche au CNRS (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, Université Paris-Dauphine/Paris Sciences et Lettres Research University)

Thème I – Gouvernance responsable des territoires indivis et/ou à statut incertain

Les terres domaniales tunisiennes entre l'efficacité économique et les revendications sociales _____ 6

Mohamed Elloumi¹, Abdallah Ben Saad¹

Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie

Modes d'exploitation des parcours steppiques et systèmes de location du capital fourrager. Cas des communes d'El-Gueddid et Zaafrane –Wilaya de Djelfa – Algérie _____ 7

Souhila Fodil¹, Mélanie Requier¹

¹CIHEAM-IAMM Montpellier

Les effets de la privatisation des terres collectives sur les stratégies d'adaptation et d'occupation de l'espace dans la campagne tunisienne: cas de Bled'amra-GAFSA, Sud tunisien _____ 8

Abdallah Ben Saad¹, Gisèle Vianey², Anne-Marie Frerot²

¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Université de Tours

Terrains communaux à Trás-os-Montes: de la production forestière, à la valorisation des ressources naturelles et du paysage _____ 9

Sílvia Nobre

Instituto Politécnico de Bragança

Ressources forestières et biens communs. La propriété en commun n'est-elle plus efficace? _____ 9

Orlando Rodrigues

Instituto Politécnico de Bragança

Land access and transhumance in Greece: economic aspects and social conflicts _____ 10

Ragkos Athanasios¹, Koutsou Stavriani¹, Karatassiou Maria², Lagka Vasiliki¹

¹ Alexander Technological Educational Institute of Thessaloniki, ² Aristotle University of Thessaloniki

Le dispositif de protection des terres agricoles en Algérie _____ 13

Abdelmalek Ahmed Ali

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

Thème II – Zones sous pression urbanistique et grands projets

L'urbanisation des terres agricoles en Algérie _____ 14

Khalida Abdiche¹, Fatiha-Lila Baouche¹

¹ Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

Gouvernance des espaces agricoles périurbains en Algérie Défis et stratégies des acteurs. Cas de Skikda et sa région. _____ 15

Ahmed Bousmaha

Université d'Oum El Bouaghi (Algérie)

Evictions agricoles et opérations d'aménagement en France: recherche de compromis locaux entre indemnisation et compensation _____ 16

Roman Melot
INRA, France

De l'«horto-pastoralisme» aux «jardiniers du paysage»: stratégies territoriales des éleveurs corses et sardes _____ **16**

Pauline Vilain-Carlotti
LADYSS - Université Paris 8

Good governance of land use in natura 2000 area in central Greece: a GIS-based multi-criteria analysis with AHP and cost-benefit analysis _____ **17**

Chrysafo-Anna Chatzipetrou¹, Claude Napoléone²

¹ University of Thessaly, Department of Agriculture Crop Production and Rural Development, Volos, ² INRA Eco-developpement UR0767, INRA Domaine Saint-Paul, Avignon

Déprise agricole, pression urbaine sur le foncier agricole et paupérisation des oasis. Cas des oasis du grand Gabès, Sud tunisien _____ **20**

Abdallah Ben Saad¹, Mohamed Elloumi¹, Jean Christophe Paoli²

¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Institut National de la Recherche Agronomique de Corte

Reconcile Food Production and Biodiversity Protection at the Regional Scale _____ **21**

Claire Pellegrin¹, Claude Napoléone¹, Rodolphe Sabatier²

¹ INRA, SAD, Ecodeveloppement, ² INRA, AgroParisTech, SAD'APT

Flexibilités développées par les agro-pasteurs pour accéder au foncier dans un contexte d'incertitudes. Cas de la communauté des Ouled M'Hani (El-Guedid-Djelfa-Algérie) _____ **21**

Mohamed Kanoun¹, Johann Huguenin², Hacène Ikhlef³, Amel Meguellati-Kanoun¹

¹ INRA Algérie, ² CIRAD France, ³ ENSA EL-HARRACH

Thème III – Gouvernance foncière responsable et conflits sociaux et environnementaux

The ecological problem as a real problem _____ **23**

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes¹

¹Instituto Politécnico de Bragança

Le secteur de la réforme agraire au Maroc: de la redistribution conditionnée de la terre à la restructuration de son mode d'attribution _____ **24**

Aissam Zine-Dine

Faculté de droit –Meknes, Maroc

Two decades of organic farming in Portugal _____ **26**

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes¹

¹Instituto Politécnico de Bragança

Politiques foncières et dynamiques pastorales: retour sur l'application de la loi Italienne des fermages de 1971 en Sardaigne _____ **27**

Jean Christophe Paoli

Institut National de la Recherche Agronomique de Corte

Perception de la nouvelle loi foncière (10-03) par les agriculteurs? _____ **28**

Bouchaib Faouzi

Université Blida, Algérie

The change in the use and exploit of common lands through three generations _____ **29**

Alda Matos¹, Paula Cabo, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes²

¹Instituto Politécnico de Bragança

PROGRAMME _____ **30**

Enjeux pour la gouvernance foncière en Méditerranée: sécurité foncière et conflictualité

Thierry Kirat

Directeur de recherche au CNRS (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, Université Paris-Dauphine/Paris Sciences et Lettres Research University)

L'analyse des institutions qui règlent les régimes de propriété et d'accès au foncier, ainsi que celles relatives au comportement des acteurs publics et privés, est un enjeu scientifique, politique et social. Une des difficultés classiques pour les sciences sociales est de dépasser une appréhension des institutions par leur forme et d'accéder à la connaissance de leur fonctionnement réel. Cette nécessité est plus marquée pour les travaux de recherche qui ne relèvent pas d'enquêtes de terrain et de monographies.

La communication proposée se basera sur les données relatives au foncier rural au sein de la base de données

'profils institutionnels' produite par le Ministère français de l'économie et l'Agence française de développement. L'intérêt de la base est double: la richesse des données, très désagrégées; son orientation vers la saisie des institutions de facto plutôt que de jure.

La communication présentera une typologie des régimes fonciers dans les pays riverains de la Méditerranée. Elle mettra en évidence les enjeux majeurs pour ces régimes fonciers: assurer la sécurité foncière et prévenir les conflits fonciers.

Les terres domaniales tunisiennes entre l'efficacité économique et les revendications sociales

Mohamed Elloumi¹, Abdallah Ben Saad¹

Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie

À la veille de la révolution les terres domaniales constituent un patrimoine de 500 000 ha géré principalement sous deux statuts: la gestion directe par l'Etat (Officiers de terres domaniales (OTD): 157 000 ha, et organismes publics: 14 600 ha) et la gestion sous forme de location par des sociétés de droit privé (156 000 ha). Trois autres formes sont aussi à signaler, à savoir: la location à des ingénieurs et techniciens agricoles (54 000 ha), celle à de jeunes agriculteurs (30 000 ha) et enfin la gestion sous forme de coopérative par les bénéficiaires de l'usufruit de certaines terres domaniales (18 000 ha).

Après la révolution, ces terres ont fait l'objet de multiples agressions qui ont touché toutes les formes de gestion d'une manière ou d'une autre et les études ont montré le peu d'efficacité de la plupart des formes de gestion de ces terres.

Ainsi certaines terres domaniales ont été envahies par des voisins qui les ont accaparées sous différents prétextes. D'un autre côté certaines sociétés ont vu la saisie de leur terre pour de multiples raisons dont notamment le non respect des cahiers de charge, ou la proximité avec le pouvoir déchu.

Ces agressions ont créé une situation d'incertitude et d'anarchie qui dans plusieurs régions ce qui a poussé les responsables du secteur agricole à réfléchir à la recherche de solutions susceptibles d'améliorer la gestion de ce patrimoine et de mieux le valoriser.

C'est ainsi qu'a été organisée en juin 2015 une "consultation nationale pour l'amélioration de la productivité des terres domaniales", cette consultation a été précédée par un ensemble de consultations au niveau des régions (gouvernorats) et par des ateliers thématiques au niveau national.

Les consultations régionales avaient pour objectif de faire le point sur la situation des terres domaniales au niveau de chaque gouvernorat et de faire remonter des propositions afin d'en améliorer la gestion. Les ateliers thématiques avaient quant à eux pour objectif d'approfondir l'analyse de certaines formes particulières de gestion des terres domaniales et d'en tirer les conséquences pour améliorer les performances de chacune d'elles. Enfin un atelier a été organisé afin de prendre connaissance et de discuter l'expérience des pays de la région, notamment l'Algérie et le Maroc.

La lecture des rapports des consultations régionales et le dépouillement des données qu'ils renferment, la participation aux ateliers thématiques et aux travaux et débats lors de la consultation nationale, nous ont permis de dresser un tableau assez complet de la situation après la révolution des terres domaniales et de comprendre les enjeux qu'ils représentent pour les différents acteurs et les visées de ces derniers vis-à-vis de ce patrimoine.

Les orientations qui se dégagent des débats peuvent être résumées autour de trois scénarios :

1. Un scénario de continuité avec la coexistence entre les différentes formes de gestion. Il s'agit de la poursuite de la politique adoptée jusque là avec l'amélioration des conditions de chaque catégorie de gestion.

2. Un second scénario de privatisation des terres domaniales avec un retrait de l'Etat soit par la vente, soit par la concession du droit d'exploitation à des acteurs privés, ce qui devrait permettre à la fois de décharger l'Etat de l'activité de la production et d'attirer l'investissement national et étranger selon le modèle marocain avec la possibilité de création d'emplois et la modernisation du secteur par un effet d'entraînement.

3. Enfin un troisième scénario de développement territorial basé sur une complémentarité entre les différentes formes, en privilégiant l'accès des jeunes agriculteurs et ceux porteurs de projets avec la création d'un tissu d'agriculture familiale intégrée au marché et avec un fort ancrage territorial.

L'arbitrage entre les trois scénarios devait être fait par les politiques, toutefois en l'absence d'une politique agricole clairement définie qui accorde une place précise aux terres domaniales, il a été difficile de trancher et surtout de donner une vision claire à moyen et long termes pour les différents intervenants. D'autre part depuis les discussions autour du nouveau code des investissements qui autorise pour la première fois les sociétés de droit privé l'achat et l'exploitation des terres agricoles avec la possibilité d'une participation étrangère dans le capital de société en question, le débat s'est déplacé sur le terrain de l'accaparement foncier et sur la question de la souveraineté alimentaire.

Modes d'exploitation des parcours steppiques et systèmes de location du capital fourrager. Cas des communes d'El-Gueddid et Zaafrane – Wilaya de Djelfa – Algérie

Souhila Fodil¹, Mélanie Requier¹

¹CIHEAM-IAMM Montpellier

En Algérie, le cheptel est constitué principalement par les ovins, dont l'effectif est estimé à 22 millions de têtes contre seulement 2 millions de têtes pour les bovins. L'élevage ovin concentre 80% de ses effectifs en zone steppique et des hauts plateaux. (MADR, 2014).

Cet élevage ovin ainsi que le développement de l'agriculture sur les parcours steppiques algériens exercent de fortes pressions sur les ressources naturelles et leur mode d'appropriation, le foncier. En effet, le processus d'appropriation privative informelle est ancien dans la steppe et son intensité a augmenté avec la pression démographique et la raréfaction des ressources (Bédrani et al. 1995 ; Bourbouze, 2006).

Avant les années 1980, ce processus d'appropriation privative concernait presque exclusivement les terres de labour et il s'est élargi depuis aux terres de parcours (Daoudi et al. 2015). Il met aujourd'hui en concurrence de façon exclusive les membres de la tribu (Arch) qui cherchent à augmenter leurs terres labourables par la mise en culture de terres pastorales.

Le problème est présenté en termes de déséquilibre entre les besoins fonciers des populations rurales et les disponibilités foncières, un déséquilibre qui engendre une privatisation des terres de parcours dans la mesure où le capital naturel fourrager constitue le facteur de production le plus important pour les nombreux éleveurs et agro-éleveurs de la steppe.

Le territoire des deux communes étudiées d'El-Gueddid et de Zaafrane (Steppe algérienne, wilaya de Djelfa) illustre bien cette réalité, dans la mesure où l'évolution de leur patrimoine foncier montre la croissance de l'occupation spatiale par l'activité agricole au détriment des parcours, un phénomène particulièrement prononcé dans le cas d'El Gueddid.

En réalité, la mise en culture des terres a lieu majoritairement au service de l'activité d'élevage, soit directement pour son propre cheptel, soit indirectement via la mise en location des terres cultivées en orge par exemple, à d'autres éleveurs. Cette location de type privé tend à s'imposer face à la location communale publique, plus classique, dans laquelle les espaces restaurés par les actions de développement du HCDS et de la DGF sont gérés par les communes et loués à ce titre aux éleveurs.

L'accès aux terres steppiques est règlementé par les organisations traditionnelles locales, l'Arch disposant des droits d'accès et d'usage de ces terres au titre de la communauté lignagère ou par les institutions de l'Etat sur les périmètres aménagés ou mis en défens. En principe, la gestion et la location privative de ces terres, même mises en culture à titre informel, n'est pas reconnue ni par l'Arch, ni par l'Etat.

Nous faisons donc l'hypothèse que dans les communes où se développent la location privé des terres step-

piques, le pouvoir tribal Arch est affaibli au point de ne plus s'exercer sur le domaine foncier steppique et pastoral, ou de façon marginale. A l'opposé, une commune dans laquelle la mise en culture informelle des terres et la location privative restent peu développées demeure régie par les règles foncières de l'Arch. Face à ces hypothèses, il est également nécessaire de repreciser le rôle et les fonctions des structures étatiques opératrices de développement.

L'objectif de cette communication papier est de caractériser les déterminants et les dynamiques d'appropriation des ressources pastorales au cours du temps dans les communes étudiées, afin d'évaluer quels sont les potentiels en matière d'organisation locale et institutionnelle pour une bonne gestion des pâturages privés, collectifs et étatiques.

Cela nécessite donc de travailler sur les conditions d'accès et notamment, les arrangements entre acteurs et les contrats de location, leurs parties, leurs contenus et leurs modes de reconduction, mais également sur les cadres méso permettant d'expliquer ces données.

Deux études de terrain ont été conduites à El Gueddid et à Zaafrane en 2015 et en 2016 : 40 éleveurs ont été enquêtés ainsi que différents représentants des services de l'Etat. De façon concomitante un travail d'analyse cartographique a également permis de mettre à jour les dynamiques de désertification dans les deux communes en lien avec l'évolution de la mobilité du bétail et de la mise en culture de la steppe par les exploitants, ainsi qu'avec les choix d'aménagements publics de restauration des terres.

Références

1. Bédrani S., Benadjila S. & Ghazi M. (1995). Contribution à la connaissance des zones steppiques algériennes. Les résultats du suivi triennal d'agro-pasteurs de la steppe centrale. Cahiers du CREAD 38 :11-46.
2. Bourbouze A. (2006). Systèmes d'élevage et production animale dans les steppes du nord de l'Afrique : une relecture de la société pastorale du Maghreb. Science et changements planétaires/Sécheresse 17(1) : 31-39.
3. Daoudi A., Terranti S., Benterki N. & Bédrani S. (2015). L'indivision des terres appropriées privativement dans la steppe algérienne: des conséquences socioéconomiques et environnementales contradictoires, Options méditerranéennes, B 72, P 251-261.
4. Fodil S. (2015). *Évolution de l'accès aux parcours steppiques et perturbations biophysiques : analyse SIG et enquêtes qualitatives en milieu pastoral. Cas de la commune d'El-Gueddid (Wilaya de Djelfa - Algérie)*. Mémoire (Master 2 GAT) : CIHEAM-IAMM, Montpellier (France). 94p.
5. M.A.D.R. (2014). Bulletin de statistiques agricoles. Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information.

Summary

In Algeria, the livestock consists mainly of sheep, estimated at 22 million head against only 2 million head of cattle (MARD, 2014). Sheep farming is concentrated at 80 % in the steppe zone and in the highlands.

This sheep farming together with the development of agriculture activities on the steppe Algerian rangelands put high pressure on the natural resources together which result in transforming the rules of access to and appropriation of land. Indeed, the informal process of private ownership of the land steppe resources is an old one and its intensity has increased with population pressure and resource scarcity (Bedrani et al

1995; Bourbouze, 2006).

Before the 1980s, this process of private appropriation concerned almost exclusively ploughing land. Since then, it has expanded to rangelands (Daoudi et al. 2015). This process generates de facto an exclusive competition between the members of the same tribe (Arch) seeking to increase arable land by cultivation of pastoral land.

This problem is commonly presented in terms of imbalance between the land tenure needs of the rural population on one hand, and the state of available land on the other one, and this imbalance has led to the privatization of rangelands, because natural capital forage is the most important factor of production and resource for most of the farmers and breeders of the Algerian steppe.

Two municipalities were selected and studied in the wilaya of Djelfa, Algerian steppe: the situation of El-Gueddid and Zaafrane illustrates this trend and reality, as their pastoral land has been increasingly converted to agricultural activities, a phenomenon that is particularly pronounced in the case of El Gueddid.

The cultivation of the land is strongly linked to farming activity: the production serves as food for the cattle, either directly for the cultivator's own livestock or indirectly via the rent of the land to other breeders. This private rental type is developing compared to public and municipal rental. The spaces that were restored by public actions such as those implemented by the HCDS and DGF are now managed by the municipalities and also rented as such to farmers.

In practice, the access to the steppe collective land is regulated by the local traditional organization called "Arch" and the rights of access and use of those lands are kept under the lineage community. In principle, the management and private rental of this collective land and its conversion into agricultural land are not recognized by the Arch system, or by the state.

In our communication, we aim at showing that when the "Arch" tribal power is weak, the individual appropriation of collective land and the private rental of these lands for cattle are important. In contrast, a territory where the informal cultivation of collective pasture land remains low and where private rental is not yet developed is still governed by the rules of the "Arch". Once given these assumptions, it is also necessary to redefine the role and functions of state structures and development operators.

The objective of this paper communication is to characterize the determinants and dynamics of pastoral resources appropriation over time in the two studied municipalities, and to assess the potential of local institutional organization for the sustainable management of pastures, regarding collective and state land on one hand, informal and formal private land on the other. This requires working on the conditions of access and in particular, on the nature of the arrangements between local actors to access the steppe land through time.

For this purpose, two field studies were conducted in El Gueddid and Zaafrane in 2015 and 2016: 40 farmers and various representatives of state services were interviewed.

Concomitantly a cartographic analysis work was carried on, in order to update desertification dynamics in the two communes and to connect it with the evolution of the

livestock mobility, with the increasing cultivation of the land steppe, and with the public choice made for land restoration.

Les effets de la privatisation des terres collectives sur les stratégies d'adaptation et d'occupation de l'espace dans la campagne tunisienne: cas de Bled'amra-GAFSA, Sud tunisien

Abdallah Ben Saad¹, Gisèle Vianey², Anne-Marie Frerot²

¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Université de Tours

Convoitise en période de prospérité, migration en période d'insécurité, tel est l'histoire des populations des h'mamma qui occupent l'espace de la plaine de Bled 'amra au nord de Gafsa.

Les retombées de la politique de privatisation des terres collectives, engagée en 1973, ont poussé les populations attirées par ce «pays», autrefois prospère ('amra de racine 'amr veut dire peuplé), à adopter des stratégies d'adaptation à ce nouveau contexte.

L'exode rural vers la ville de Gafsa, dans la recherche d'une situation économique plus stable, est une de ces formes d'adaptation. L'autre forme concerne le retour définitif aux territoires d'origine, une sorte de stratégie sécuritaire. D'ailleurs, nous pouvons lire dans cette stratégie une rupture avec la petite fraction et une reprise avec la grande tribu. Nous pouvons aussi parler de transfert d'espace facilité par l'origine ethnique de ces différents groupes.

Or, les groupes qui ont choisi le retour définitif à leur territoire d'origine ont adopté deux stratégies différentes concernant les territoires qu'ils possèdent à Bled'amra. Alors qu'une partie a choisi de se débarrasser de ses terres en les vendant aux collectivités tribales avoisinantes, d'où des terroirs en voie d'absorption, l'autre partie a préféré garder ses terres à Bled 'amra comme terre d'emblavure céréalière (mzer'a) : il s'agit de terroirs non habités. Chacune des deux stratégies a son fondement propre. Pour le premier groupe (originaire de Sidi Bouzid, une région proche), occupé par l'agriculture irriguée dans la plaine de Gammouda, leur prend beaucoup de temps et leur demande beaucoup d'efforts ; ainsi posséder des terres dans une zone lointaine n'a plus de raison d'être. Par contre, pour l'autre groupe, dont les membres pratiquent l'élevage, avoir d'autres parcelles même lointaines pour les cultiver en céréales constitue une bonne opportunité pour la famille, mais aussi pour les animaux surtout que l'activité élevage est une activité très ancienne dans ce « pays de mouton ». Dans cette étude nous allons essayer de mettre en exergue les différentes stratégies d'adaptation et d'occupation de l'espace engendrées par la politique de privatisation des terres collectives.

Terrains communaux à Trás-os-Montes: de la production forestière, à la valorisation des ressources naturelles et du paysage

Sílvia Nobre

Instituto Politécnico de Bragança

La production forestière, la valorisation des ressources naturelles et du paysage à l'heure actuelle sont également de nouvelles façons pertinentes d'utiliser ces espaces résultant de ses ressources, la valeur naturelle et paysagère

Tout au long de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, les terrains communaux au Portugal ont connu différents moments (Rodrigues, 2009) :

- Jusqu'à la fin des années 50 du XX^{ème} siècle il y avait une utilisation intense de ces terrains, car les communautés des villages les utilisaient comme une extension de ses exploitations agricoles.
- A partir des années 60, l'État a pris en main la gestion de ces terrains. L'intervention de l'État visait à faire des plantations forestières et ils ne pouvaient plus être utilisés par les résidents (agriculteurs) aux villages.
- Après 1974 les terrains communaux ont été dévolus aux populations des villages.

La forêt des terrains communaux a eu différents rôles dans chaque période. Après 74 elle est la principale source de revenu, mais actuellement sont aussi importantes autres activités dans ces espaces, par l'utilisation de différents ressources naturelles ainsi que par la valeur naturelle du paysage.

Dans cette communication, en analysant un cas concret à Trás-os-Montes, nous allons mettre en évidence des nouvelles formes de gestion de ces territoires face à la nouvelle législation, ainsi qu'exposer les principales opportunités et contraintes qui se présente.

Ressources forestières et biens communs. La propriété en commun n'est-elle plus efficiente?

Orlando Rodrigues

Instituto Politécnico de Bragança

Cadre théorique et contextualisation du problème

Une forme assez répandue d'occupation et d'utilisation du territoire, surtout dans de régions de montagne en Europe, mais aussi dans d'autres réalités – les communautés de village -, combinait normalement des régimes de propriété privée de la terre avec la propriété en commun (les communaux). Ces régimes de propriété ont été historiquement à plusieurs reprises mis en cause, censés d'être inefficients. Pourtant, ils subsistent encore, ou sont même réinvités sur des nouvelles formes, même dans des contextes urbains.

Cette présumée inefficience est l'objet de deux grands débats théoriques. D'un côté la question de la dilapidation des ressources et de la capacité du régime de propriété en commun assurer à long terme un flux soutenu de bénéfices privés (Hardin 1968; Ostrom 1990) et, de l'autre, la capacité de l'ensemble de droits de propriété, et la façon comme ils sont gérés, assurer, ou pas, l'optimum social, soit par la voie du marché, soit par la voie des dispositifs de régulation (Pigou 1932; Coase 1960). Dans ce dernier, cas le problème se pose, surtout, autour des biens publics de nature environnemental (paysage, biodiversité, pollution des bassins hydrographiques, etc) et de la différente capacité de chacun de ces régimes les produire.

La grande quantité de travaux qu'ont été menés dans le cadre de ces débats fondateurs (p.e. Bromley; 1992; German, 2010; McKean and Ostrom, 1990; Brouwer, 1995) montrent qu'au-delà des types discrets des régimes de propriété (privée, un commun, de l'Etat) se configure un continuum d'ensemble de droits et des solutions de gestion.

Problème de la recherche et principaux objectifs du travail

Au Portugal le débat politique sur ce thème, autour des *Baldios*, se maintient très vif, même si ces superficies n'ont plus une grande importance territoriale: certains soutiennent que ces formes de propriété sont archaïques, inefficentes et non productives, d'autres que c'est la forme qui permet d'obtenir les plus de bénéfices sociaux.

Dans cette communication nous voulons discuter, dans le cadre des théories des droit de propriété, les différentes formes hybrides de gestion de ces ressources qui se mettent en place et, en nous basant sur d'autres résultats de recherche, évaluer commente elles se positionnent face à la maximisation des bénéfices sociaux et privés.

Méthodologie et techniques utilisées

Pour caractériser les différentes formes de gestion des *baldios*, nous prendrons les résultats d'un enquête aux structures de gestions des *baldios* réalisé il y a 15 ans, et actualisé au moment actuelle, lequel nous croiserons avec des

donnés de risques d'incendie et de l'état de la forêt.

Principales conclusions

Les résultats montrent que de formes hybrides de gestion de la propriété en commun, avec une participation importante des communautés locales, sont les plus efficaces à contrôler les risques de dégradation de la ressource, bien comme celles qui permettent obtenir le plus de bénéfices sociaux. Cependant, les structures institutionnelles qui les supportent sont complexes et difficiles à maintenir, comportant un risque important de passer à la situation d'abandon.

Références

- Bromley, D.W., Feeny, D., McKean, M.A., Peters, P., Gilles, J.L., Oaker-son, R.J., Runge, C.F. y Thomson, J.T., eds. (1992). *Making the commons work: theory, practice, and policy*. San Francisco, EE.UU., Institute for Contemporary Studies Press.
- Brouwer R. (1995). Baldios and common property resource management in Portugal. *UNASYLVA An international journal of forestry and forest industries*. Vol. 46/1
- Coase, R. (1960). The problem of social cost. *J Law Economics*, 3: 1 - 44.
- German, L.; Keeler, A. (2010). Hybrid institutions: Applications of common property theory beyond discrete property regimes. *International Journal of the Commons*, 4(1): 571-596
- Hardin, G (1968). The tragedy of the commons. *Science* 162: 1243-1248.
- M. McKean and E. Ostrom (1995). Common property regimes in the forest: just a relic from the past?. *UNASYLVA An international journal of forestry and forest industries*. Vol. 46/1
- Ostrom, E, (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Pigou, A. The economics of welfare. 4th ed. London: Macmillan and Co. 1932

Land access and transhumance in Greece: economic aspects and social conflicts

Ragkos Athanasios¹, Koutsou Stavriani¹, Karatas-siou Maria², Lagka Vasiliki¹

¹ Alexander Technological Educational Institute of Thessa-
loniki, ²Aristotle University of Thessaloniki

The management of common lands, which basic-ly determines land access, has always been an issue of im-portance for the economy and social cohesion of rural areas. Changing political and social circumstances define the context within which common land management is decided, influen-cing the sustainability of rural transformations to a great extent. Either public or private, rangelands constitute a form of com-mon land of major importance for mountainous rural societies; especially in Greece, the system of rangeland allocation is unique for Europe and only resembles to some Asian coun-tries, as all rangelands as owned by the State and Regional Ser-vices decide their allocation. This context is also highly relevant to the operation of the transhumant system

Nowadays the role of transhumance is still important, despite the transformations which affected it in the 20th cen-tury and it is still practiced throughout the country, providing income and employment to more than 4,500 families. The sys-tem involves both sheep and goat and bovine transhumance. According to processed official data, the former type involves 3,051 in the mainland, and there is a large number of transhu-mant farms on the islands performing small local movements, which renders an estimated 3,700 farms a reasonable approxi-mation. Bovine transhumance accounts for 607 farms rearing bovine which are mainly concentrated in mainland Greece, es-pecially in the Northern and Central part (Ragkos et al., 2013). T

The transhumant system plays important socioeco-nomic roles in the country. Combined with its contribution to the production of location-specific products, tacit knowledge and its numerous environmental functions, transhumance is a paradigm of a multifunctional production system whose conti-nuation entails benefits for rural and urban societies. Despite its important resilience through harsh conditions, modern transhumance witnesses problems of social conflicts linked to land access, competition with other activities and the moder-nization process of the sector. The purpose of this paper is to provide a critical presentation of these development obstacles based on on-site research during the 2012-2015 period.

Social conflicts linked to land access mainly stem from the rangeland allocation system among livestock farmers (transhumant or sedentary), which prioritizes local farmers, who pay an annual premium to the Municipality, calculated per grazing animal. After securing the access of locals to ran-gelands, the remaining acreage is available to other interested farmers, which participate in auctions, where the person re-gistering the highest bid is awarded the area; up to recently these auctions were held every year but actually farmers are entitled to keep the area for a longer period. And although this system favours the locals, it is the cause of two serious problems, causing conflicts among potential land users. First,

transhumant cattle producers are favoured by the Common Agricultural Policy first pillar payments, being entitled to an important coupled payment, which provides them more liquidity than sheep and goat producers and, hence, more means for achieving the highest bids in such auctions. Second, the areas are not always allotted with environmental criteria, which means that the grazing cattle, which naturally pose more severe pressures on local ecosystems, cause very high stocking rates and degrade lands but also threaten local communities (e.g. reducing the availability of running water). As a result, in some parts of the country a considerable shift is witnessed in mountainous rangeland uses towards meat bovine, which alters not only the ecological balance, but also imposes changes in the landscape - which is no more dominated by sheep and goats - and in the social and economic balance in small mountainous communities: cattle farmers begin to dominate local economy, sheep and goat milk production is compromised (and so is the production of local traditional dairy products) or even abandoned, as cattle farming is proved more profitable and less labour-intensive.

Concerning the development of competitive economic activities, the source of social conflicts lays on the fact that decisions regarding the development of new activities - for instance alternative energy investments, ski centers etc - usually entail arbitrarily depriving transhumant farmers of mountainous rangelands, which they have been using for generations. In addition, due to this intertemporal links with land, farmers have developed traditional norms and rules regarding its allocation among locals, including rotational grazing and allocation according to the number and type of animals and the grazing capacity of each area. Due to the lack of such plans, this tacit knowledge is threatened with disappearance or with oblivion and, combined with the emergence of new profitable land uses - which are, nonetheless, not always compatible with local cultural resources and social norms -, causes a type of unfair competition to transhumance.

The third type of problems is linked to the modernization of the sector. The accessibility of mountainous rangelands to transhumant farmers is further reduced by improper maintenance of forest roads and paths and also by a lack of integrated rangeland management. The reduction of flock mobilities on foot and their replacement by trucks (Ragkos et al., 2016) has brought about changes in biodiversity and floristic diversity and the generation of forests in highland and pseudo-alpine settings. Due to these changes, not only less ecosystem services are provided (e.g. some fauna species lose their habitats) but also transhumant farmers cannot approach and use highly productive mountainous rangelands, thus being the cause of a certain type of land desertification. Furthermore, the loss of traditional transhumance paths entails the loss of cultural aspects linked with the itineraries of transhumant families. Recently, important efforts have been made in some Mediterranean countries, such as La Routo in France (www.larouto.fr) and “La trashumancia en España: Libro Blanco” (AA.VV., 2012) which recognized 128,543 km of routes covering almost 1% of the total area of Spain, in order to safeguard, protect and revitalize these routes; in Greece, there are relevant examples mainly in academic or small-scale local applications (Ntassiou et al., 2015).

Solutions to the aforementioned issues can be traced back not only to targeted regulatory adjustments at the central

or regional level, but also at participatory approaches and local initiatives. The first set of potential measures would essentially include an overall reassessment of the role of the CAP in force, which in its current form favours the expansion of intensive and industrial systems against agro-pastoral extensive systems. Such a holistic policy approach of transhumance would also accommodate potential imbalances among different production sectors (e.g. cattle and sheep and goats) thus reducing imbalances and potential conflicts in land uses in highland areas. In addition, the operation of “Pastoral” schools, following the example of France, could play a two-fold role in preparing young people to undertake transhumance by having all necessary practical knowledge regarding the importance of proper land uses, but also in the protection and reproduction of tacit knowledge about land and nature as cultural heritage. At the local level, stakeholders, including, of course, transhumant farmers themselves, could reach a consensus in defining optimal land allocation among actual and future uses and in informing policy makers at the central level in designing integrated land use policies, specific land uses for particular areas and rangeland management schemes with respect to stocking rates and grazing capacities.

References

- AA.VV. 2012. La trashumancia en España: Libro Blanco Ministerio de agricultura, alimentación y medio ambiente. Madrid 130 pp.
- Ntassiou, K., Doukas, I.D. and Karatassiou, M. (2015). Exploring Traditional Routes of Seasonal Transhumance Movements with the Help of GIS. The Case Study of a Mountainous Village in South-west Macedonia, Greece. *Proceedings of the 7th International Conference on Information and Communication Technologies in Agriculture, Food and Environment (HAICTA 2015)*. Kavala, 17-20 September, 2015, 821-831.
- Ragkos, A., Mitsopoulos, I., Siasiou, A., Skapetas, V., Kiritsi, S., Bambidis, V., Lagka, V. and Abas, Z. (2013). Current trends in the transhumant cattle sector in Greece. *Scientific Papers Animal Science and Biotechnologies*, 46(1), 422-426.
- Ragkos, A., Karatassiou, M., Georgousis, Z., Parissi, Z. and Lagka, V. (2016). A traditional route of transhumant flocks in Northern Greece: Cultural aspects and economic implications. *Options Méditerranéennes, Serie A: Mediterranean Seminars*, 114, 345-348.



Le dispositif de protection des terres agricoles en Algérie

Abdelmalek Ahmed Ali

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

La loi 16-01 du 6 mars 2016 portant révision constitutionnelle, a introduit en son article 19, une nouvelle disposition visant à garantir l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ainsi que leur préservation au profit des générations futures. Cette disposition précise également que l'Etat protège les terres agricoles ainsi que le domaine public hydraulique et renvoie à une loi pour déterminer les modalités de mise en œuvre de cette disposition.

Quels sont les objectifs visés par les rédacteurs de ce texte pour innover ainsi, alors que la législation en vigueur en Algérie, renferme un dispositif très contraignant de protection des ressources naturelles notamment pour les terres agricoles; par conséquent, que contiendra de plus la loi prévue par la constitution.

En effet, depuis 1990, la loi 90-25 du 18 novembre 1990 portant orientation foncière, soumet tout transfert d'une terre agricole à potentialité élevée ou bonne vers la catégorie de terre urbanisable à la promulgation d'une loi qui fixe les contraintes techniques et financières qui doivent impérativement accompagner la réalisation de l'opération de transfert, tandis que pour les autres catégories, les modalités et procédures de transfert sont fixées par voie réglementaire. Dans ce cadre la loi prévoit que tout transfert doit donner lieu au versement au profit de l'Etat et des collectivités locales d'une indemnité compensatrice de la moins-value induite par ce transfert.

De même que pour l'espace rural, cette loi consacre au titre de l'espace urbain certaines règles générales destinées à imposer l'élaboration et l'existence d'instruments contribuant à préserver les terres agricoles et à promouvoir les zones et sites particuliers.

C'est le contenu de la loi 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme promulguée 15 jours seulement après la loi d'orientation foncière qui impose notamment pour chaque commune l'élaboration des instruments d'urbanisme notamment le Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme et le plan d'occupation des sols dont la préservation des terres agricoles constitue le fondement. En outre le permis de construire limité auparavant aux zones urbaines est désormais obligatoire pour l'ensemble du territoire national y compris au sein des exploitations agricoles dont les droits à construire sont fixés par un arrêté interministériel datant de 1992.

- Enfin les articles 14 et 15 de la loi 08-16 du 03 aout 2008 portant orientation agricole, consacrent les dispositions de l'article 36 de la loi d'orientation foncière sus évoquée, qui fixent les modalités de déclasserment des terres agricoles, en adoptant une norme juridique distincte selon les potentialités des terres agricoles concernées.
- Par ailleurs, cette même loi prévoit des dispositions

pénales (emprisonnement et amende) à toute personne physique ou morale responsable de l'utilisation autres qu'agricoles d'une terre classée agricole ou à vocation agricole.

- Actuellement le transfert des terres agricoles vers les terres urbanisables se fait sur la base d'un dispositif édicté par une instruction du Premier Ministre datée de 2005, révisé en 2010 et 2013 relative, à « la distraction des terres agricoles pour les besoins incompressibles liés à la réalisation de projets publics de développement ».
- Sur la base de cette instruction, toute transfert d'une terre agricole devant servir pour la réalisation d'un projet public de développement devra être examinée par une commission locale (de wilaya), présidée par le wali et comprenant les directeurs de wilaya concernés et qui formule son avis avant de transmettre le dossier au Ministère de l'Agriculture pour vérification du respect des procédures. Le dossier est présenté pour validation par le Ministre de l'Agriculture auprès du Comité interministériel présidé par le Premier Ministre. La liste des terres ayant fait été validée, fait l'objet d'un décret présenté par le Ministre de l'Agriculture en conseil des Ministres
- Ce dispositif dérogatoire à la législation en vigueur et qui concerne aussi bien les terres intégrées aux secteurs d'urbanisation que celles situées dans les secteurs non urbanisables, a été introduit en 2005, pour deux raisons :
 - D'une part pour faire face à la demande importante de terres constructibles devant service d'assiette foncière aux projets inscrits dans le cadre du programme de développement, ne pouvant être satisfaites par les superficies disponibles au sein des secteurs d'urbanisation des Plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme.
 - D'autre part révisé en 2010, pour être conforme à la loi d'orientation agricole.
- Nous constatons actuellement que la législation portant sur le transfert des terres agricoles n'est pas du tout appliquée dans la mesure où les instruments d'urbanisme sont devenus caduques.

S'agissant d'une question liée à la gouvernance responsable des régimes fonciers en Méditerranée, l'objectif de notre travail est d'exposer au cours du Séminaire annuel du Réseau d'Échanges sur la Question Foncière en Méditerranée, la problématique est de recueillir les avis et expériences des autres pays de la méditerranée afin de contribuer à l'élaboration de la loi prévue par la constitution algérienne.

Compte tenu de ce qui précède, la communication proposée s'articulera autour de trois parties:

- La première portera sur l'état des lieux (état des ressources, démographie, pression sur les terres et quantification des transferts)
- La deuxième rappellera les dispositifs juridiques et réglementaires en vigueur ;
- La troisième posera les hypothèses visant une meilleure protection des terres.

L'urbanisation des terres agricoles en Algérie

Khalida Abdiche¹, Fatiha-Lila Baouche¹

¹ Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

Actuellement en Algérie la très grande majorité des terres agricoles (plus de 90%) sont en mode de gestion privée, constituées soit de propriétés privées, soit des terres cédées par l'Etat sous forme de concession renouvelable de 40 ans (loi n°10-03 du 15 aout 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat).

La superficie agricole utile (SAU) est l'indicateur généralement utilisé pour décrire le potentiel de production des exploitants. Cette superficie est actuellement de 8.5 millions d'hectares. Or avec la prise en compte de l'espace rural, la superficie totale potentiellement utilisable par les exploitants, est beaucoup plus importante.

La diversité des types d'exploitation agricole s'accroît encore lorsque les zones naturelles sont prises en compte (montagne, steppes, plaines et littoral, Sahara et oasis). Cette diversité est un atout important qui recèle à la fois un vaste savoir traditionnel dans la mise en oeuvre des ressources naturelles, un potentiel de développement des productions et de diversification des filières.

Dans le cadre du développement des zones rurales, l'Etat a engagé différents programmes, permettant la stabilisation des populations au niveau de ces zones, à travers la création de conditions de vie favorables, tel que l'aide à l'habitat rural, la création de petites exploitations agricoles et d'élevage, la valorisation des produits du terroir, le tourisme rural.

Le renforcement durable de la sécurité alimentaire nationale passe inévitablement par la

recherche de changements significatifs à moyen terme, des bases structurelles et qui consiste à réduire les vulnérabilités, à développer les atouts grâce à une forte implication des différents acteurs privés et publics et à promouvoir l'émergence d'une nouvelle gouvernance de l'agriculture et des territoires ruraux.

En effet, l'espace rural est une partie du territoire comportant, peu de construction, constituée de surfaces consacrées à l'activité agricole, comme activité économique fondamentale ainsi que de zones naturelles, de forêts et de villages.

Les structures foncières déterminent en effet, pour une large part, le développement de la production mais aussi de la croissance industrielle et économique.

La place que tient l'agriculture dans un pays comme l'Algérie et le problème de sa transformation, sont des questions de toute première importance, dans le développement économique.

Le foncier agricole subit, ces dernières années, une grande pression. On assiste de plus en plus à l'extension urbanistique sur des terres cultivables. Une situation engendrée par l'augmentation des besoins en foncier urbanisable, pour la réalisation de logements et d'infrastructures publiques dont la

demande est de plus en plus importante.

Si la question de la mobilisation d'assiettes foncières pour la satisfaction des besoins en matière de réalisation d'infrastructures de base et de projets publics de développement est une nécessité incontournable, le recours à la distraction de terres agricoles est une mesure rigoureusement encadrée par des dispositifs légaux

C'est ainsi que les pouvoirs publics se sont retrouvés devant un dilemme : celui de préserver les terres agricoles pour assurer la sécurité alimentaire des futures générations et de mener en parallèle à bon port les programmes de développement, notamment ceux d'utilité publique.

Il demeure entendu que les terres à haute potentialité agricole, notamment irriguées, irrigables et ou contenant des plantations sont totalement exclues du choix de terrain pour la réalisation de ces projets. Sont également exclues les terres forestières qui demeurent régies par les dispositions législatives et réglementaires particulières en vigueur.

(Loi n°84-12 du portant loi régime général des forêts).

Il importe de signaler, que certains grands projets, tel que l'autoroute EST- Ouest, les grands barrages, les logements sociaux, hôpitaux, universités, ont été réalisés au détriment des terres agricoles, à travers l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Afin de limiter l'occupation excessive et abusive des terres à hautes potentialités agricoles, et des terres forestières, des dispositifs ont été mis place par les pouvoirs publics, notamment à travers les textes législatifs et réglementaires.

Il y a lieu de rappeler que la loi n°08-16 du 03 aout 2008 portant orientation agricole prévoit dans ses dispositions, notamment son article 15 que le déclassement des terres agricoles ne peut se faire que par décret, pris en Conseil des Ministres.

Conclusion

Les réformes opérées, les instruments mis en place, les cohérences élargies et formalisées auront surtout favorisé l'existence d'un arsenal importants de mesures, de mécanismes, d'instruments pour accompagner le développement du secteur agricole et rural dans le contexte d'une économie de marché régulée, renforçant la sécurité alimentaire du pays et des ménages, revitalisant les territoires ruraux et les inscrivant dans une complémentarité avec la dynamique urbaine, diffusant de la croissance et développant des opportunités d'emplois.

Bibliographie

- Loi n°84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts (Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire n°26 du 26 juin 1984).
- Loi n°08-16 du 03 aout 2008 portant loi d'orientation agricole (J.O.R.A.D.P n°46 du 10 août 2008)
- Loi n°10-03 du 15 aout 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat (J.O.R.A.D.P n°46 du 18 août 2010).
- Loi n°16-01 du 6 mars 2016 portant révision Constitutionnelle (J.O.R.A.D.P n°14 du 7 mars 2016).
- Circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011 relative à la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage (signée entre les deux Ministres de l'Agriculture et du Développement Rural et d' l'Intérieur et des Collectivités Locales).

Le renouveau agricole et rural en marche : revue et perspectives (livre édité par le ministère de l'agriculture et du développement rural en mai 2012).

Gouvernance des espaces agricoles périurbains en Algérie Défis et stratégies des acteurs. Cas de Skikda et sa région.

Ahmed Bousmaha

Université d'Oum El Bouaghi (Algérie)

L'expérience algérienne en matière de gestion foncière reste prisonnière de pratiques peu efficaces. Cette inefficacité de la gouvernance du foncier représente une menace pour l'agriculture périurbaine, se révèle paralysante pour la réalisation d'un projet de territoire cohérent et nuit à la stratégie de sécurisation foncière. En effet, la politique foncière se réduit souvent à des simples actions foncières ponctuelles (achats et expropriation des terrains) nécessaires pour la réalisation des différents projets de développement. Concernant le foncier privé, dont l'origine est confuse, les transactions illécites sont nombreuses.

L'objectif principal de ce papier est de permettre une meilleure compréhension des enjeux, défis, stratégies des acteurs et modalités de la gestion du foncier à partir de l'expérience algérienne. Dans ce contexte, le foncier agricole sera étudié à travers les sujets suivants : phénomènes de marchés, stratégies des exploitants, agricoles et des acteurs publics, effets sur le changement d'usage des sols, dispositifs et outils de protection Il sera question d'aborder l'évolution de la politique foncière en Algérie et les modes de gouvernance des espaces agricoles périurbains depuis l'indépendance. On évoquera aussi une déprise agricole, à cause d'un émiettement des parcelles par la périurbanisation, notamment les grands projets d'aménagement, de conflits pour différents intérêts et de la spéculation foncière.

Dans ce contexte, quelles modes de gouvernance des espaces agricoles périurbains en Algérie ? Quel est le rôle des différents acteurs ? Quels enjeux, la préservation des terres agricoles périurbaines soulève-t-elle à Skikda ?

La présente communication essayera à travers des études de terrain sur les usages et les pratiques foncières dans la région de Skikda, d'y apporter quelques éléments de réponses Compte tenu des objectifs de cette étude, notre méthodologie se base sur deux démarches:

- La première, concerne une approche d'avantage documentaire mais dont les résultats sont confrontés au terrain. Il sera question d'une enquête auprès des agriculteurs de la région de Skikda à l'aide d'un questionnaire destiné à recueillir les réactions à propos de leurs activités. L'exploitation des résultats de cette enquête permettra une analyse à micro échelle.
- La seconde concerne une approche entièrement empirique et analytique.

Ces investigations permettront ainsi d'appréhender la question de la gouvernance du foncier rural en Algérie. Ces connaissances aideront à une gestion optimisée du foncier agricole basée sur la mise en place de stratégies de développement durable.

Evictions agricoles et opérations d'aménagement en France: recherché de compromise locaux entre indemnisation et compensation

Roman Melot

INRA, France

La nécessité pour les responsables d'opérations d'aménagement de prévenir les litiges fonciers provoqués par les évictions agricoles est à l'origine d'une standardisation progressive des méthodes d'évaluation destinées à donner une valeur au préjudice lié à la perte de revenu induit par l'expropriation. Ce processus de standardisation a progressivement pris la forme d'une généralisation de la négociation collective associant l'administration fiscale aux représentants de la profession agricole, c'est-à-dire les syndicats et chambres consulaires.

L'administration doit en outre trouver un point d'équilibre entre deux exigences contradictoires. Il s'agit, d'une part, d'obtenir rapidement un accord faisant consensus pour éviter tout blocage dont les conséquences seraient démultipliées par l'ampleur du projet. D'autre part, la propension à consentir des conditions d'indemnisation particulièrement favorables pour favoriser la mise en œuvre rapide du projet risque de consacrer la généralisation de ces conditions avantageuses. Les exploitants visés par d'autres projets dans l'avenir sont susceptibles de revendiquer pour leur propre bénéfice l'application des clauses négociées.

La communication présentée s'intéressera à la manière dont ces différents objectifs font l'objet d'arrangements contractuels dans le cadre d'une négociation collective.

De l'«horto-pastoralisme» aux «jardiniers du paysage»: stratégies territoriales des éleveurs corses et sardes

Pauline Vilain-Carlotti

LADYSS - Université Paris 8

Chaque été, le problème des incendies de forêt revient sur le devant de la scène, en Corse et en Sardaigne. Aujourd'hui considéré comme un risque majeur, le feu n'a pas toujours été appréhendé comme un fléau; il était aussi un outil pour ceux qui vivent sur ces territoires. Le risque d'incendie de forêt a émergé dans les discours médiatiques, scientifiques et politiques, dans les années 1950-1960. Dès lors, les forêts retiennent l'attention des pouvoirs publics. Les campagnes anti-incendie se développent, dans le but de protéger une nature devenue chère aux touristes et aux esthètes. Et, le feu n'arrivant jamais seul, le coupable est tout désigné: l'éleveur. L'amalgame entre l'incendie de forêt et le feu pastoral est devenue une évidence. Pourtant, c'est oublier combien cette pratique est récente et ne serait donc pas, comme certains la dénonce, une «manie du feu ataviquement méditerranéenne» (Degos, 1974).

Constamment opposés aux vraies cultures productives et rentables et surtout consommant moins de foncier, comme la vigne et l'olivier, les éleveurs tentent de faire valoir leur statut de «bons agriculteurs». Ils essaient de changer leur image d'incendiaires responsables de la disparition des espaces boisés pour montrer qu'ils sont les « gardiens » des paysages méditerranéens. Il s'agit alors de s'intéresser au passage de la « civilisation horto-pastorale » (Dumont, 1952, in Pomponi et al., 1981) à des éleveurs devenus «jardiniers du paysage». L'accent sera alors mis sur les représentations comme témoin des mutations socio-spatiales de l'activité d'élevage, en Corse et en Sardaigne, depuis le milieu du XXe siècle. Quels sont les nouveaux rôles qui sont dévolus à cette activité? Comment les éleveurs peuvent-ils œuvrer pour le maintien de leur activité économique et de leur mode de production? Il convient alors d'analyser les conflits entre acteurs, dans leur gestion des paysages méditerranéens, considérés comme patrimoine commun, pour envisager des processus de négociation et de gestion concertée (Barouch, Montgolfier, 1988). Ces perspectives nous amènent à questionner les notions de paysage et de patrimoine, lesquelles dépendent des groupes sociaux concernés, des époques considérées et surtout des normes édictées aux échelles locales comme globales.

Par le biais d'un corpus d'entretiens réalisés auprès des éleveurs sur ces deux îles, il convient de questionner la perception que ces acteurs particuliers portent sur le feu pastoral et son interdiction. Cet éclairage amène à poser la question des conséquences de l'interdit du feu sur leur activité et des stratégies adoptées afin de maintenir leur emprise territoriale, notamment celles relatives à la diversification. Nombreux sont ceux qui considèrent cette activité comme une gêne pour un territoire qui a perdu en grande partie sa vocation pastorale au profit du développement résidentiel et touristique. Ces anciens terrains d'élevage constituent désormais une réserve foncière devant servir au développement urbain et périurbain

d'une campagne muséifiée devenue un cadre de vie privilégié (Corvol 2008). Cette cristallisation autour du feu entraîne des stratégies de groupes chez les éleveurs pour faire valoir des pratiques et des modes de gestion des territoires différenciés. Ces stratégies recomposent les rapports ville-campagne; les espaces ruraux sont désormais sous influence urbaine (Ben Attou, Semmoud, 2014). Derrière ces représentations se révèlent des formes de pouvoir qui pèsent sur les éleveurs dépossédés d'une partie de leurs moyens de production et de leur territoire, au profit d'un projet différent, un projet de territoire résidentiel qu'ils doivent admettre pour se pérenniser.

Good governance of land use in natura 2000 area in central Greece: a GIS-based multi-criteria analysis with AHP and cost-benefit analysis

Chrysafo-Anna Chatzipetrou¹, Claude Napoléone²

¹ University of Thessaly, Departement of Agriculture Crop Production and Rural Development, Volos, ² INRA Ecodeveloppement UR0767, INRA Domaine Saint-Paul, Avignon

Over the years, the humanity tries to form proper governance of land tenure, defining who is the land ownership, who can use which resources, for how long, and under what conditions, aiming to acquire an effective management of land use. In the meantime, the land ownership led to social and commercial conflicts and human rights violations which mainly caused by the weak land governance systems, the various political interests and the corruption (FAO, 2012).

The fundamental role of governance is the ability to serve her citizens. That concerns the rules, the processes, and the behaviors which form the resources management and the society's power. 'Good governance' defined by five principles that have been adapted by UNHCHR10 as: transparency, responsibility, accountability, participation and responsiveness to the needs of the people (Margie Buchanan-Smith et al., 2013). As Borini-Feyerabend et al (2007) note, the success of a good governance based on the term of 'co-management' of natural resources, a process of collective action by human communities and other social actors, ensuring the common interest of these groups and fostering the economic development. Access to land is the principal factor for development, poverty reduction and confirmation of socio-cultural rights (Kriege, 2016).

Africa, Asia and Latin America are typical examples of countries which facing problems in tenure issues. They often suffer from land grabs, marginalization of some principals, environmental degradation, desertification, inequality, insecure land tenure, limited information, as also they have not yet established the legal authority for the recognition of communities' land rights (Blomley et al., 2013; "Asia Regional Assessment...", 2009). In some of these countries the land policy formulation escalates over the last ten years in response to the persistence of complex land problems, in some others the reformulation has not yet started (ECA, 2004).

Concerning the Mediterranean countries, differences exists as regards the legal status of the land, collective or private and in combination with groundwater over exploitation and groundwater pollution this leads to conflicts in land use (Bourbouze and Gibon, 1999). In southern Mediterranean countries desertification can be considered as the principal threat of the environment and is closely connected to problems in food security and not availability of productive land, leading to falling farm incomes (López-Bermúdez and García-Gómez, 2003). In northern Mediterranean countries, the EU policy of decentralization led to a series of changes in governance, adjusting and re-aligning the relations between institutions and citizens, but the decrease in number of farms affected the ecological balance between natural resources.

In Greece, a north Mediterranean country with a mild climate and rich in natural habitats, the principals of good governance for land tenure are at an early stage because a number of relevant public agencies with various responsibilities are involved in planning, monitoring and management of property rights and protection of land and natural resources. The aspect of the local community is not exploited and constant changes exist in the administrative structure with a lack of vertical and horizontal integration (Pediati, 2010).

Central Greece is a representative example of operators' mismanagement due to lack of staff, of clear responsibilities, lack of monitoring and evaluation, of communication with stakeholders, lack of participation of local community and lack of transparency as well. Furthermore the demographic decline combined with economic crisis leaves the majority of agricultural holdings without a successor. Often public projects are being developed but poorly accepted by local communities and the projects stay incomplete, as the construction of the dam and the recreation of Karla basin, a nature protection area, in the geographic department of Thessaly (Sidiropoulos, et al., 2013).

View to decide an appropriate management of land tenure, quantification and prioritization of provided ecosystem services must take into account the effects of land use and human activity at different scales (Marchamalo et al. 2011). This study seeks to find out the best decision making scenario using GIS and spatial analysis which could achieve the most satisfying decision both for land farmers, public agencies responsible for special areas of conservation and special protected areas and government.

We analyse the combination between drivers and constraints via a spatialized multi – criteria model of decision making which aims to highlight ways to optimize the relations between governance, environmental and economic factors (Hirschfeld et al., 2005; Valle Junior et al., 2014) of the rural region of Karla basin, a Natura 2000 zone, area of high natural and scenic value. Intending to project management obstacles and formulate proposals for improvement, we make a research to the views of local communities and public agencies through direct communication in order to be perceived the barriers. Combined qualitative and quantitative data, as soil and water quality, Natura 2000 characteristics, income and questionnaires based on the opinions of the rural people and public agencies create a spatial map of vulnerability of central Greece. Till the moment an investigation of the quantitative data of water quality, soil and climatic characteristics of the Karla region has been reached for the years 2011, 2012, 2013 showed clearly the land degradation of the area, soil salinity and erosion, poor water quality, irrigation, pollution and continual flow of pesticides by human activities.

With the SWAT tool, a river basin, or watershed, scale model which predict the impact of the long-term impacts in large complex watersheds of management and also timing of agricultural practices within a year, (Neitsch et al., 2002) I will manage and evaluate the soil and water demand of the region and with AHP (Analytic Hierarchy Process), a multi-criteria decision making tool, I will formulate a model to determine the weight and the success of each factor, such as technical, cultural and social aspects, management attitude, operational attributes and to develop case scenarios to implement the envi-

ronmental management system (Vaidya and Kumar, 2006). The AHP in order to aggregate the criteria and facilitate spatial decision process will be used in combination with the method of the Weighted Linear Combination (WLC) (Estoque, 2011). Furthermore, a cost benefit analysis of selected farms will be needed aiming to reduce or to contribute the objectives of the farmers. The model will be used to evaluate the cost-benefit ratios of farms and implementing environmental management system, decide-making whether to implement it or not. Collecting data through pair-wise comparison, a matrix will be constructed, where each criterion will be compared with the other criteria, relative to its importance, determining the priorities, and analyzing the solution of the problem (Vulević et al., 2015). The final procedure to create the vulnerability map will be the generation of a GIS layer for each criterion in order to be applied the multi – criteria evaluation module in the GIS software (Irfan, 2014; López-Marrero et al. 2011).

In conclusion, a combined action of both side governance and rural people can modify the rules and the norms of land ownership (IFAD, 2012). Generally it is proposed shrinkage role of the state, strict implementation of laws, market liberalization and cooperation of the private and public sectors, sustainable land-use policies and land use practices that can serve to enhance the environment and harmonize agricultural production, prices and income, providing food safety and rural development (Eurostat pocketbooks, 2010-2011). Finally, taking in consideration that each region is under different circumstances and dynamics because of different geographical, social and economic conditions, new forms of governance are needed to overcome the problems. I propose a comparison study in regions with similar characteristics such as rural areas with shallow lakes in Natura zone 2000 with soil and water degradation between the European countries France and Greece, in order to examine the differences or the similarities in environmental management, socio – cultural decisions and governance.

References

1. "Asia Regional Assessment for the FAO Voluntary Guidelines on Responsible Governance of Tenure of Land and Other Natural Resources", (2009). Hanoi, Viet Nam, pp. 1-8
2. Blomley, T., D. Roe, F. Nelson, F. Flintan, (2013). "Land grabbing": is conservation part of the problem or the solution?", IIED Briefing, pp. 1-4
3. Buchanan-Smith, M., B. Bromwich, M. Nassef, (2013). "GOVERNANCE FOR PEACE OVER NATURAL RESOURCES - A review of transitions in environmental governance across Africa as a resource for peacebuilding and environmental management in Sudan", United Nations Environment Programme (UNEP), pp. 1-92
4. Borrini-Feyerabend, G., M. Taghi Farvar, J.C. Nguingiri and V. Awa Ndangang, (2007). "Co-management of Natural Resources Organising, Negotiating and Learning-by-Doing", ISBN 978-3-925064-47-0
5. Bourbouze, A., A. Gibon, "Ressources individuelles ou ressources collectives? L'impact du statut des ressources sur la gestion des systèmes d'élevage des régions du pourtour méditerranéen." In: Rubino R. (ed.), Morand-Fehr P. (Ed.). Systems of sheep and goat production: Organization of husbandry and role of extension services. Zaragoza: CIHEAM, (1999), pp. 289-309 (Options Méditerranéennes: Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 38)
6. Eurostat pocketbooks, "Agriculture, fishery and forestry statistics – Main results 2010-2011", ISSN 1977-2262, pp. 1-228
7. ECA/SDD/05/09, (2004). " Land Tenure Systems and their Impacts

- on Food Security and Sustainable Development in Africa”, Economic Commission for Africa, pp. 1-140
8. Estoque, R. C. (2011). GIS-BASED Multi-criteria decision analysis (in Natural Resources Management), presentation, University of Tsubuka
 9. FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), (2012). “Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the context of National Food Security”, pp. 1-48
 10. Hirschfeld, J., A. Dehnhardt, J. Dietrich, (2005). “Socioeconomic analysis within an interdisciplinary spatial decision support system for an integrated management of the Werra River Basin”, *Limnologia*, Vol.35, pp. 234–244
 11. Irfan, M. (2014). “An integrated, multicriteria, spatial decision support system, incorporating environmental, social and public health perspectives, for use in geoenery and geoenvironmental applications”, Geoenvironmental Research Centre, School of Engineering, Cardiff University
 12. IFAD (International Fund for Agricultural Development) (2012). “Land tenure security and poverty reduction”, article, pp. 1-4
 13. Kriege, K. (2016). “Land Tenure Rights: The need for greater transparency among companies worldwide”, GRI, pp. 1-35
 14. López-Bermúdez, F., J. García-Gómez, (2003). “Desertification in the Arid and Semiarid Mediterranean Regions. A food security issue”, Book: Desertification in the Mediterranean Region. A Security Issue, William G. Kepner ... [et al.]. ISBN: 978-1-4020-3758-0
 15. López-Marrero, T. A. González-Toro, T. Heartsill-Scalley and L.A. Hermansen-Báez, (2011). “Multi-Criteria Evaluation and Geographic Information Systems for Land-Use Planning and Decision Making.” [Guide]. Gainesville, FL: USDA Forest Service, Southern Research Station. 8 p.
 16. Marchamalo, M., R. Vignola, F. Gomez-Delgado, B. Gonzalez-Rodrigo (2011). “Quantifying Services and Identifying Watershed Priority Areas for Soil and Water Conservation Programmes”, Book: Ecosystem services from agriculture and agroforestry: measurement and payment / Bruno Rapidel ... [et al.]. ISBN 978-1-84971-147-0
 17. Neitsch S.L., J.G. Arnold, J.R. Kiniry, J.R. Williams, K.W. King, (2002). “Soil and Water Assessment Tool – Theoretical Documentation Version 2000”, Grassland, Soil & Water Research Laboratory and Blackland Research and Extension Center, Temple, Texas
 18. Pediatidi, K. (2010). “Actions for the conservation of coastal dunes with JUNIPERUS spp. in Crete and the south Aegean (Greece)”, LIFE07NAT/GR/000296, JUNICOAST, pp. 1-70
 19. Sidiropoulos, P., N. Mylopoulos, A. Loukas, (2013). “Optimal Management of an Overexploited Aquifer under Climate Change: The Lake Karla Case”, *Water Resour Manage* 27, p. 1635 – 1649
 20. Vulević, T., N. Dragović, S. Kostadinov, S. Belanović Simić, I. Milovanović, (2015). “Prioritization of Soil Erosion Vulnerable Areas Using Multi-Criteria Analysis”, *Pol. J. Environ. Stud.* Vol. 24, No. 1, pp. 317-323, DOI: 10.15244/pjoes/28962
 21. Valle Junior, R.F., S.G.P. Varandas, L.F. Sanches Fernandes, F.A.L. Pacheco, (2014). “Environmental land use conflicts: A threat to soil conservation”, *Land Use Policy*, Vol. 41, pp. 172–185
 22. Vaidya, O.S. and S. Kumar, (2006). “Analytic hierarchy process: An overview of applications”, *European Journal of Operational Research*, Vol.169, pp. 1–29

Déprise agricole, pression urbaine sur le foncier agricole et paupérisation des oasisiens. Cas des oasis du grand Gabès, Sud tunisien

Abdallah Ben Saad¹, Mohamed Elloumi¹, Jean Christophe Paoli²

¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Institut National de la Recherche Agronomique de Corte

Située à l'entrée du Sud tunisien, l'oasis du grand Gabès fait partie d'un chapelet d'oasis littorales longeant le Golfe de Gabès, à l'Est du pays (dans le bassin méditerranéen, des oasis littorales ne sont présentes que dans la région de Gabès). C'est une oasis de périphérie urbaine, qui fait partie de l'agglomération de Gabès.

L'étude de l'histoire agraire de cet oasis a permis de mettre en évidence les mutations entraînées par l'installation du groupe industriel chimique de Gabès, au début des années 70, sur le système agraire traditionnel (baisse de disponibilité en eau, fuite de la main d'œuvre agricole, pollution, etc.). Ceci s'est accompagné d'une accélération de l'urbanisation, la ville gagnant sur l'oasis.

L'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), mis en place en 1986, a entraîné un deuxième changement majeur dans le système agraire oasisien. En effet, ce programme a affecté les oasisiens, dans le sens où la libéralisation du prix des intrants a entraîné une hausse de ces prix, et où les fonctions d'encadrement, d'accompagnement et de ravitaillement assurées par l'Office des Périmètres Irrigués, démantelé à cette occasion, ne sont pas assurées de manière suffisante par les acteurs privés qui ont pris le relais.

Aujourd'hui, les activités agricoles de l'oasis sont de moins en moins diversifiées et la plupart des oasisiens doit exercer un deuxième emploi ou se voit contrainte d'abandonner l'agriculture, car les revenus procurés ne sont pas suffisants et trop incertains. Le taux d'abandon peut atteindre, à l'amont et surtout à l'aval de l'oasis, les 35 %. Le pourcentage le plus élevé de cet abandon est considéré comme un abandon non récupérable, c'est-à-dire qu'il va alimenter l'espace constructible et donc il va agrandir l'espace urbanisé aux dépens de l'espace agricole.

Résultat, l'oasis du grand Gabès qui couvrait près de 1000 ha à la fin des années 60 ne couvre aujourd'hui que 570 ha.

En guise de conclusion, la durabilité du système de production oasisien, qui résidait dans la biodiversité et le savoir-faire oasisien et qui sont le résultat d'un grand travail entrepris par les oasisiens pendant des siècles, est menacée par une régression importante de cette biodiversité non mesurée, mais constatée par les oasisiens eux-mêmes, exprimée par la rareté ou la disparition de plusieurs espèces végétales.

De ce fait, le territoire perd, au fil du temps, ses caractéristiques agro-rurales pour devenir de plus en plus urbanisé. Dans le cadre de la présente communication, nous essayerons d'analyser les processus d'empiétement de la ville de Gabès

(extensions urbaines) sur les palmeraies et la dégradation de l'oasis de Gabès sous le double effet de la déprise agricole et le recours à l'élevage bovin par les oasisiens comme solution de rechange pour améliorer leur revenu agricole.

ALLARANGAYE D. et al. (1998) : Analyse du système d'encadrement agricole des oasis de Gabès (Tunisie), CIRAD-IRA, Série Documents de Travail n°75 BEN SAAD A., 2004 : La déprise agricole dans les oasis et ses effets sur la durabilité de l'écosystème oasisien (Cas de l'oasis du Grand-Gabès).

in : Revue des Régions Arides, Numéro Spécial, Actes du séminaire International «Aridoculture et cultures oasisiennes», Jerba 22-25 novembre 2004, IRA Medenine, Tome 2, pp : 916-921.

BEN SAAD A. & PAOLI J-Ch., 2016 : Déclin et résistances de l'agriculture familiale de l'oasis de Gabès.

Communication présentée au colloque international «Agricultures familiales, territoires et perspectives de développement dans les Suds» organisé par l'IRMC, l'UMR PRODIG et le Collège international des sciences du territoire du 11 au 13 décembre 2014 à Tunis. in : Actes du colloque, Karthala/IRMC (en cours de publication).

CANONNE M. (2006) : Etude des sites de Chénini, Kettana et Ksar Hallouf dans le cadre du Projet d'Initiative de Sauvegarde du Patrimoine des Oasis du sud tunisien, CARIASOC, Mémoire de césure, ENSAIA, Nancy, 134p.

ELLOUMI M. (2006) : L'agriculture tunisienne dans un contexte de libéralisation, In : Région et Développement n° 23-2006, INRAT Tunis, p. 130-160 ESTIVIN A.-E., (2000) : Itinéraires techniques des cultures maraîchères en milieu oasisien (Oasis de Gabès, Tunisie), IRA, mémoire de master, ENITAC, Lempdes, 42p.

PUARD F., 2008 : Diagnostic agraire de l'oasis du grand Gabès-Tunisie. Cas d'une oasis littorale péri-urbaine menacée, vestige d'un passé luxuriant et prospère.

Projet de fin d'étude pour l'obtention du diplôme d'Agronomie tropicale de l'IRC/Sup Agro de Montpellier, Octobre 2008, 114 pages KADHKADHI K. (2004) : Contribution à l'évaluation d'impact des aménagements hydrauliques dans les oasis littorales :

Cas du projet "APIOS" dans l'oasis de Chénini-Gabès, INAT, Mémoire de mastère, Université du 7 novembre, Carthage, 80p.

Reconcile Food Production and Biodiversity Protection at the Regional Scale

Claire Pellegrin¹, Claude Napoléone¹, Rodolphe Sabatier²

¹ INRA, SAD, Ecodeveloppement, ² INRA, AgroParisTech, SAD'APT

Many policies aim to guide the agriculture to a more respectful of the environment path. Their main obstacle is the technological lock-in (Guillou et al., 2013). It induces for farmers an additional cost at the change to a new production system.

In this paper, we suggest considering the transition cost drawing on the “catastrophic shift” ecological model following Scheffer (Scheffer, Carpenter, Foley, Folke, & Walker, 2001). We suppose that reducing the proportion of intensely cultivated land below a threshold value would generate a general increase of biodiversity at the regional scale. This amelioration would be a shift to a better ecological state which is resilient enough to bear a controlled increase of agricultural pressure. We assume that the farm yield follow the same evolutionary curve as a function of the agricultural intensity. Once the ecological shift passed, it would be possible to produce the same food quantity with fewer agricultural pressures.

We are testing our hypothesis on the French PACA region using local scale data. The ecological state indicator is graded using the ZNIEFF stock-list which accounts the presence of notable species with a weighting according to the municipality area. The agricultural intensity is produced as a surface weighted function of quantity of inputs (Agreste, RGA 2010), and ecological infrastructures. The average yield per hectare is our indicator of food production.

Flexibilités développées par les agropasteurs pour accéder au foncier dans un contexte d'incertitudes. Cas de la communauté des Ouled M'Hani (El-Guedid-Djelfa-Algérie)

Mohamed Kanoun¹, Johann Huguenin², Hacène Ikhlef³, Amel Meguellati-Kanoun¹

¹ INRA Algérie, ² CIRAD France, ³ ENSA EL-HARRACH

L'environnement des éleveurs ovins a connu de nombreux changements de nature diverses : écologique, sociale, culturel, économique, aménagement territorial (dont ses nouveaux usages avec l'augmentation des cultures) et politique publique (forte urbanisation des terres steppiques). Les terres jadis totalement dédiées à l'élevage pastoral sont exploitées par une agriculture non conservatrice et d'un urbanisme accentuant la pression sur les ressources naturelles entraînant des problèmes d'accès au foncier agropastoral. Cette dynamique socioterritoriale et économique a modifié les modes et les règles d'accès au foncier, base des systèmes de production agropastoraux. Cette recherche a pour ambition de contribuer à comprendre comment les éleveurs construisent la flexibilité de leurs systèmes pour s'adapter à un environnement présentant de fortes contraintes d'accès au foncier. Notre questionnement s'intéresse aux modalités qui permettent aux éleveurs d'élaborer des stratégies d'adaptation en jouant sur leurs flexibilités pour un meilleur accès au foncier.

L'objectif de la démarche est de construire un cadre d'analyse transversale qui permet de produire des connaissances fiables sur un sujet complexe dont la problématique demande des connaissances théoriques larges et complémentaires. Pour saisir au mieux les décisions, stratégies d'accès au foncier des éleveurs, la démarche adoptée est celle dite participative (Darré, 1997) reposant sur une approche systémique en général (Lhoste, 1984 ; Brossier et al., 1990 ; Landais et Bonnemaire, 1996). Cette démarche a été conjuguée à celle axée sur les «Moyens de Subsistance Viables» qui valorise les différents capitaux (social, humain, financier, physique et naturel) pour réduire la vulnérabilité (Benson et al., 2004). L'échantillon composé de 86 éleveurs a été construit sur la base de l'appartenance ethnique. Toutes les fractions de la tribu des «Ouled Mhani» sont concernées. Ce choix vise à réaliser une analyse précise des capacités des éleveurs de choisir entre différentes actions en vue d'améliorer l'accès au foncier aux systèmes d'élevage.

Le but recherché dans cette étude n'est pas l'exhaustivité, ni la représentativité au niveau régional, mais une diversité de cas suffisants pour mettre en évidence les flexibilités mobilisées par les éleveurs pour accéder au foncier agropastoral (intra et extracommunautaire). La zone d'El-Guedid qui se situe au Nord-Ouest de la Wilaya de Djelfa-Algérie constitue un site idéal pour traiter la problématique de l'étude. Les résultats montrent que la principale pratique fonctionnelle qui différencie les élevages porte sur leur rapport à l'espace, tout particulièrement en ce qui concerne la mobilité des animaux. Les nouvelles règles d'accès aux ressources alimentaires et

fourragères notamment payantes et les conflits fonciers, ont amené les éleveurs à modifier leurs modalités d'utilisation des territoires (intra et extracommunautaire).

Contrairement aux conclusions de certains travaux qui semblent percevoir une augmentation de la sédentarisation des éleveurs, ce mode de fonctionnement reste une logique minoritaire dans le rapport à l'espace des éleveurs. Plusieurs types d'organisation de la mobilité apparaissent dans la zone d'étude comme une des principales réponses aux conflits fonciers. L'une est axée sur des déplacements internes et concerne les territoires appartenant à la communauté ou la fraction; ce déplacement est pratiqué par les semi-transhumants et quelques sédentaires et l'autre, sur des déplacements en dehors du territoire d'origine, concerne seulement les transhumants. L'analyse des résultats montre que les éleveurs transhumants pratiquent différentes stratégies de déplacement. Les stratégies de déplacements pastoraux s'imposent à ces agropasteurs. L'éleveur trouve en ce moyen une solution soit offensive, soit défensive, pour garder une certaine capabilité (Sen, 2000) en ce sens qu'elles misent sur une utilisation d'une marge de manœuvre, d'une liberté potentielle ; celle de se mouvoir dans l'espace à la recherche de nouvelles ressources pour contourner des contraintes de pâturages et foncières. La transhumance traditionnelle n'est plus l'unique forme de mobilité des éleveurs. D'autres formes ont émergé suite aux problèmes d'héritages fonciers, à la levée de l'indivision et aux règles d'accès imposées par les ayants droits (absentéiste). Cette dynamique foncière a fragilisé les règles d'accès basées sur les relations traditionnelles et coutumières. Les résultats ont permis de mettre en évidence que les règles d'accès ne sont pas figées et changent en fonction du contexte lié particulièrement aux aléas météorologiques et aux relations sociales et économiques. La forte progression des cultures chez les éleveurs est à mettre en relation avec les incertitudes foncières au niveau local. Les prix offerts par les gros propriétaires de troupeaux ont tendance à influencer les décisions des éleveurs. Nos observations et discussions plus fines avec des personnes ressources ont révélé que cette dynamique contribue à l'exclusion des exploitations de plus petites tailles qui ne parviennent pas à suivre ce contexte nouveau en matière de relations sociales et économiques qui tend vers des rapports marchands tendus. Pour accroître leurs flexibilités foncières, les éleveurs se dotent de capitaux pour renforcer leurs capacités de choix et d'agir (Sen, 1992).

Tous les capitaux sont extrêmement précieux pour les éleveurs. Les capitaux humain, social et naturel gardent une place privilégiée dans ces systèmes d'élevage traditionnels exposés aux risques fonciers. Ces informations ont permis de mettre en relief l'orientation stratégique et la vision traditionnelle des acteurs en matière de mobilisation des capitaux pour contourner les problèmes fonciers. La gestion des risques liés à l'incertitude foncière a renforcé les capacités des éleveurs à innover en matière de stratégies d'adaptation. Chaque capital est doté d'une fonction spécifique et leur potentialisation par le jeu de leurs complémentarités et synergie permet aux systèmes d'élevage d'accroître leurs flexibilités notamment celles induites par des stratégies qui permettent d'agrandir le patrimoine foncier. Cette option leur permet de multiplier les niveaux d'organisation et des pas de temps (Caron, 2008).

- Benson, C., Twigg J. (2004). *Measuring Mitigation: Methodologies for assessing natural hazard risks and the net benefits of mitigation*, Consortium Provention, Genève, 2004. Disponible à l'adresse <http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900SID/OCHA-6BC-M64?OpenDocument>.
- Brossier, J., Vissac, B. & Le Moigne J.L., (édit.). (1990). *Modélisation systématique et système agricole – Décision et organisation*, Ed. INRA, Paris, 365 p.
- Caron, P. (2008). Niveau d'organisation et niveaux temporels multiples pour lire les flexibilités et les plasticités des systèmes d'élevage : cas du Nordeste du Brésil. pp. 197-210. In : Duteurtre, G., Faye, B., (Coord.), *L'élevage, richesse des pauvres*. Ed Quæ, 284p.
- Darré, J.P.(1997). Une condition de la recherche-action : la coopération sur la problématique et son évolution – p. 177 – 182, In *La recherche – action*, Ed. Inra, 211 p.
- Landais, E., Bonnemaire J. (1996). La zootechnie : Art ou science ? – *Courrier de l'environnement de l'Inra*, 23-44.
- Lhoste, Ph. (1984). Le diagnostic sur le système d'élevage – *Les Cahiers de la Recherche/Développement*, 3-4 : 84-88.
- Sen, A. (1992). *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil.
- Sen, A. (2000). *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob poche.

The ecological problem as a real problem

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes¹

¹Instituto Politécnico de Bragança

The vast majority of environmental problems derive from human action, by dangerously disrupting the natural activity of the biosphere. However, as ecological problems are piling up also a greater ecological awareness is developing in the world, supported by several Non-Governmental Organizations – NGO. These organizations often lead governments in the creation of funds for the protection of ecosystems and endangered species. In fact, although legal regulations put pressure on governments to adopt greener policies, recent history shows that there is still a long way to go, since the ecological question does not obey merely the legal norms, but mainly to individual and community ethical values.

This work examines the environmental crisis in the perspective of a real and global problem, linked to the concept of Sustainable Development – SD. It aims to instigate a greater sensitivity to environmental issues in the decision-making entities, encouraging them to be more involved in the adoption of more sustainable development models. The study relies on a critical review of the literature. To understand how it reached to a saturation point of the environment on a global scale, it highlights the environmental crisis and the awakening of consciences to the principles of SD, the hegemonic development of capitalism and the environmental ethics, in the context of carrying capacity of the planet.

The environmental ethics and the planet's carrying capacity. At the beginning of the new millennium the indicators show that mankind consumes natural resources 50% more than the Earth can provide. The ecological footprint is twice the 1966 ecological footprint (WWF, 2010), requiring 1.5 planets to satisfy the needs of the current society.

A sustainable community is generally defined as one that is able to meet their needs without reducing the related odds for the next generations. The Earth resistance limits clearly indicate that as the consumption of energy accelerates more quickly decreases the real time available for species. Thus, an organism that consumes their livelihood faster than the environment produces them has no chance to survive (Tiezzi 1988).

Throughout human evolution, it can be found registers of societies whose criteria to satisfaction of needs have their genesis in the carrying capacity of the environment (Fernandes, 2001), connecting to the cosmos and feeling part of it. In these societies, the man is connected by ties of training and information to land, air, water, plants and animals (Branco 1989).

Closely linked to the society development is the concept of 'carrying capacity' expression originally proposed by the ecology, indicating the maximum theoretical density of individuals that the environment can support in the long-term (Odum 1997). This concept is much more complex when related to human societies. In fact, in these societies, the carrying capacity takes on a new dimension to incorporate other ele-

ments such as technology, accumulated knowledge and the relationship between social groups (Odum, 1997). It shows how human societies have skills to acquire and incorporate natural resources from other environments or societies (Odum, 1997).

So, while poor countries cannot meet their needs with their own resources, technological resources and accumulation of knowledge, the rich countries' lifestyle based on high consumption of resources, energy and technology largely exceeded the carrying capacity of their territories. To satisfy their demand, they import energy, goods and services from poor countries, which mean an extension of the carrying capacity promoted by political, economic and even military mechanisms (Odum, 1997).

If, for example, each person wishes to achieve the lifestyle of an American, it would not be possible to accommodate the entire planet's population. Americans represent 4% of world population, but consume 33% of energy and natural resources of the world (Medina, 2010). In the begin of this millennium the developed countries represented less than 25% of the world population, but consuming 75% of all the energy produced, 70% of fuels, 85% of timber and 72% of steel (Kraemer, 2003).

This development model requires high rates of rejection of waste and effluents. Therefore, while developed societies perform as a model for all other societies, it rejects the maintenance of the natural system which systematically is destroyed (Medina, 2010).

There have been several discourses grounded in ethics and solidarity to deal with the ecological crisis. Arruda (1998) appeals to the logics of the 'solidarity socio-economy', of the 'being' and the 'enough', as opposed to the logic of the 'big', of the 'only has value who owns' and the 'unlimited growth'.

Similarly, Fernandes (2001) considers the 'ethics of the necessary', a reflection on what is the quality of life and the individual and social needs and desires, given the physical limits of the Earth, the technological uncertainties and the prospective of reducing inequalities between people.

Acselrad (2006) argues that the 'discourse of efficiency' is the dominant model in liberal economies; the remaining ones correspond to alternative proposals to achieve sustainable development, all having the same common denominator – the reduction.

Main findings

Development is a geographical, vast, dynamic and constantly changing concept. What seems to be transversal to all communities is ensuring an improvement project of life quality. Thus, in every time and place, each social group acquires and adapts the resources according to their beliefs, values, culture, social organization and the dominant economic system.

In the last half of the twentieth century, societies assumed the development as a right, and the governments were responsible for achieving it. However, the economic centred models that were adopted resulted in extreme inequalities between world northern and southern countries. Overall, cultural diversity was despised and adjusted to global hegemonic model, turning people into monocultural societies.

The ecology radically reproves the rationality of mo-

dem society and the prevailing economic ideology, and various thinkers claim that the current capitalist expansion stage will result in further increase in social inequalities, injustices and intense devastation of nature. Even so, the socio-political dynamic continues incompatible with the carrying capacity of the planet, compromising the quality of life of future generations. Therefore, it is necessary to change mentalities and to promote an ethical attitude of respect for nature, as advocated by the world summits, environmental NGO and science, in order to test a new paradigm of social organization.

References

1. Acsegrad, H. (2006). "Sustentabilidade, Território e Desregulação no Brasil". *Confluências* (Niterói). Vol.5. Pp.22-32.
2. Arruda, M. (1998). *Globalização e América Latina: Oportunidades e Desafios*. IX Congresso Luterano Latino-Americano. Rodeio. Santa Catarina. Brasil.
3. Boff, L. (1996). *Ecologia: Grito de la Tierra, Grito de los Pobres*. Madrid. Trotta. Pp.282.
4. Branco, S. (1989). *Sistêmica: Uma Abordagem Integrada dos Problemas do Meio Ambiente*. Edgard Blucher. São Paulo.
5. Brundtland, G. (1987). *Our Common Future: The World Commission on Environment and Development*. Oxford. University Press.
6. Fernandes, J. (2001). *Do Ambiente Propriamente Dito. Considerações pouco Canônicas sobre o Ambiente e o Desenvolvimento Humano*. Instituto de Promoção Ambiental.
7. Kraemer, M. (2003). *A Nova Missão do Ensino Superior: Educar para o Desenvolvimento Sustentável*. UNIVALI/SC.
8. Medina, B. (2010). "Sustentando o Desenvolvimento?" *Ecologia Hoje*. Internet: (28/05/2011): <http://www.biologo.com.br/ecologia/ecologia2.htm>.
9. Odum, E. (1997). *Fundamentos da Ecologia*. 1ª ed. Fundação Calouste Gulbenkian. Lisboa.
10. Tiezzi, E. (1988). *Tempos Históricos, Tempos Biológicos. A Terra ou a Morte: Problemas da "Nova Ecologia"*. Tradução de Cintra, F. e Brandão, L. Nobel. São Paulo.
11. UN (2012). *United Nations. Conferência da ONU sobre Alterações Climáticas. Índice sobre o Desempenho nas Alterações Climáticas*. ONG Germanwatch, Rede Europeia de Ação Climática e Quercus. Doha. Qatar (COP18). Internet (20/12/2012): <http://www.tvi24.iol.pt/503/sociedade/alteracoes-climaticas-clima-ambiente-ccpi-uercus-tvi24/1398330-4071.html>.
12. WWF (2010). *World Wildlife Fund. Biodiversidade, Biocapacidade e Desenvolvimento. Relatório Planeta Vivo 2010*.

Le secteur de la réforme agraire au Maroc: de la redistribution conditionnée de la terre à la restructuration de son mode d'attribution

Aissam Zine-Dine

Faculté de droit –Meknes, Maroc

De par son poids dans la promotion de l'économie nationale et son rôle dans le développement rural, l'agriculture reste un secteur vital pour la société marocaine.

Ainsi, la structure de la propriété, le mode d'exploitation ne doivent pas constituer un frein à l'application des mesures préconisées pour l'augmentation de la production et l'application des techniques nouvelles d'intensification.

Pour ce faire, le Maroc s'est engagé depuis son indépendance dans un processus de réforme agraire qui consiste en l'attribution à de petits agriculteurs et à des ouvriers sans terre de lots de terrain agricole du domaine privé de l'Etat suite à une récupération des terres anciennement détenues par les colons.

Ces attributions ont été initialement opérées en vertu du décret royal portant loi n°267-66 du 4 juillet 1966, lequel a par la suite été abrogé et remplacé par le dahir portant loi n°1-72-277 du 29 décembre 1972. Elles concernent une superficie qui s'élève à 326000Ha et dont ont bénéficié près de 25000 familles organisées en 738 coopératives (Rapports du ministère de l'agriculture).

Il s'agit d'une redistribution conditionnée de la terre puisque l'attribution est faite sous forme de vente sous condition résolutoire d'accomplissement par les bénéficiaires d'obligation de mise en valeur et d'exploitation des lots. Lesdits lots sont impartageables, insaisissables et inaccessibles sauf au profit de l'Etat.

Sur le plan de l'organisation, l'attribution est subordonnée à l'obligation pour les bénéficiaires d'adhérer à une coopérative afin de faciliter la constitution des moyens et facteurs de productions nécessaires à la mise en valeur des lots et à la commercialisation de la production.

Certes, il s'agit d'un programme de développement agricole et rural prometteur puisqu'il vise la sécurité alimentaire et l'accroissance économique-social du pays ; toutefois, les inconvénients dont il souffre ont fait que ce secteur est confronté à des difficultés qui en limitent l'essor. On cite entre autres: les restrictions grevant le droit de propriété de lots, la multiplicité des obligations mises à la charge des attributions (exploiter directement en dehors de toute forme de faire valoir indirect, ne pas recruter de main d'œuvre permanente, ne pas exercer toute activité rémunérée, adhérer à une coopérative, résider à l'emplacement prévu par le cahier de charge...), la complexité des procédures de régularisation de la situation juridique des lots qui, de surcroît, sont grevés d'hypothèques constituées par les ex-proprétaires étrangers au profit d'organismes financiers.

Ceci a conduit à la baisse du niveau d'intensification et de l'investissement productif, la faible capitalisation

Thème III – Gouvernance foncière responsable et conflits sociaux et environnementaux

et l'endettement des coopératives.

C'est ainsi qu'une loi n°05-01 modifiant et complétant le dahir de 1972 sus-indiqué a vu le jour en 2005.

Cette loi vise :

- La simplification des procédures et la levée de toutes les contraintes qui retardent la régularisation de la situation juridique des attributaires et l'immatriculation des lots en leurs noms.
- La levée des interdictions et obligations imposées aux attributaires
- L'allègement du contrôle de l'administration

Bref, il s'agit d'une restructuration du mode d'attribution de la terre puisque les attributaires sont devenues des propriétaires à part entière. Au décès de l'attributaire initial, le lot est dévolu en totalité à un seul de ses héritiers.

Cette réglementation bien qu'elle permet de dépasser les inconvénients du régime successoral du droit musulman en évitant le morcellement et la dispersion des terrains, elle a des répercussions néfastes sur l'unité familiale.

La quasi-totalité des agriculteurs (héritiers) qui sont privés de leur droit à l'héritage (la terre) ont automatiquement quitté leur « niche » pour rejoindre la ville/bidonville.

Ainsi, en réponse à la multiplication des doléances de ceux écartés de l'héritage dont les procès engorgent les tribunaux marocains, un projet de loi n°13-14 a été dernièrement formulé par le ministère de l'agriculture afin de remédier à cette situation.

Encore une fois, la réforme projetée n'appréhende pas les problèmes liés au secteur de la réforme agraire dans leur globalité, il s'agit seulement d'un texte qui cherche à apaiser les esprits après avoir épuisé la quasi-totalité des terrains relevant dudit secteur.

Il est également regrettable que ledit projet n'envisage aucune simplification des procédures d'assainissement juridique des terrains.

Etant donné l'intervention de plusieurs départements ministériels dans ce processus de régularisation et la lenteur qui en découle, plusieurs agriculteurs (attributaires de la réforme agraire) qui ignorent les rouages de l'administration ont été dans l'obligation de vendre leurs terrains, parfois sous l'influence de certains « courtiers » qui se sont multipliés et qui ont fait fortune de ces transactions prématurées (promesse de vente).

Force donc est de constater que ce secteur de la réforme agraire a été caractérisé depuis sa mise en place par une réglementation hésitante et temporaire qui ne prend pas en compte la réalité sociale, ce qui nécessite un diagnostic de la réalité de ce secteur vital pour pouvoir identifier les contraintes qui handicapent son développement. Il faut donc procéder à une évaluation de ses résultats après un demi-siècle de son existence « parce que l'évaluation qui constitue l'un des ressorts de la bonne gouvernance, doit être une partie intégrante des mécanismes de la gestion publique, l'opérationnalisation de toute politique foncière réussie reste tributaire du niveau d'accompagnement qui lui est assuré à travers le suivi et l'évaluation continue des choix faits par l'Etat en matière de gestion du foncier » (message royal aux participants aux assises nationales sur la politique foncière de l'Etat, tenues au Maroc le 8-9 décembre 2015).

Cette étude s'articule, entre autres, sur les documents suivants:

- Rapports annuels du ministère de l'agriculture
- Aissam Zine-Dine, le rôle de l'immatriculation foncière dans l'élaboration de la politique foncière, Thèse de doctorat soutenue à la faculté de droit de Fès, 2011.
- Aissam Zine-Dine, la réforme apportée par la loi 14-07 face aux dysfonctionnements du régime de l'immatriculation foncière, édition Dar Najjah Al jadida, Casa-blanca, 2014.

Two decades of organic farming in Portugal

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes¹

¹Instituto Politécnico de Bragança

Organic farming is a high potential strategic activity for the Portuguese agricultural sector. It generates differentiated value-added products increasingly demanded by consumers, based on environmentally friendly production techniques, thus sustainably managing rural development. Portugal enjoys a renewed interest in organic farming as result of the current economic crisis, the existence of young generations with strong environmental awareness and facing difficulties in finding employment in more traditional activities and the reformed EU agricultural policy backing-up organic farming. However, Portuguese organic farming is far from reaching its potential, showing up a modest weight to agricultural economy.

This work aims to contribute to the growth of organic farming in Portugal. To this end it analyses the evolution (1994-2014) and main constraints of Portuguese organic farming, based on statistical data published by Direção Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural and other secondary sources, including academic and industry studies regarding this subject.

Portuguese organic farming starts flourishing in the nineties, as the land and number of organic farmers had average annual growth rates above 20% and 40%, respectively. However, recent data show that it lost momentum, being highly dependent of the European Union - EU and national government financial support policy.

In Portugal, organic production is concentrated mainly in the regions of Alentejo, Beira Interior and Trás-os-Montes. In 2014, more than 85.5% of livestock breeders and 66.5% of farmers were located in these regions, representing approximately 84% of the total organic farming land. In this year, there were 3,132 farmers dedicated to organic crops, occupying 228,841 hectares, particularly, grasslands and olive trees, and 1,003 livestock breeders, mainly cattle and sheep. In the last decade, the aromatic plants show up a high dynamism among crop production, while for livestock production the highlight is for beekeeping.

Nowadays organic production is already present in the main grocery store chains and became widespread in speciality retailers, such as natural and healthy food stores, gourmet food stores and street markets. Nevertheless, the penetration rate in the market is low. In 2014, Portugal was responsible for 2.23% of the EU organic farming land. However, Portugal had a share of only 0.8% of the European organic market (FiBL, 2016). Also, the domestic market share of organic products was the lowest in Europe, accounting for only 0.2% of the national market, due to a low per capita consumption of organic products (€2).

Overall Portuguese organic producers refer struggling with production and marketing difficulties as the major barriers their growth (Barrote, n/d; Cabo et al., 2013, 2014; FiBL, 2014; Ribeiro et al., 2014; Simões et al., 2008). Those producers relate having difficulty in buying production factors approved for organic farming and its high price. This is recurring problem. The market demand is undersized, due to the low number of organic produ-

cers, which makes unprofitable for commercial companies to develop therapeutic drug products suitable to organic farming. The scarce supply discourages the entry of new organic producers in the business. Furthermore, since organic farming is primarily based on prevention actions, it needs further monitoring by producers, thus rising labour costs. The farmer's marketing competences can define the success or failure of a farm business. This proves to be the main constraint to the expansion of organic production since the market of organic products is yet small and very fragile. Offer is sparse, scattered and does not guarantee regularity in supply, due to the small size of farms and the lack of organization in the production. The lack of specialized marketing channels for organic products and the distance to the main consumer centres withhold producers, particularly, in the case of perishable products. Finally, the high consumer prices are not reflected in the producer prices and also make organic products only accessible to a minority of population. This price barrier, combined with the economic recession, and the lack of information and knowledge by consumers about the advantages of organic products, holds back consumption growth.

However, it is possible to highlight success stories able to break this cycle that traps organic production, by focusing on producers organizations to achieve scale, creating their own marketing channels and adopting differentiation strategies, either by developing their product range or by making use of both organic and geographical certification, such as the Montesinho Protected Designation of Origin and Organic Farming honey.

References

1. Barrote, I. (n/d). *Agricultura Biológica – Caracterização da Produção na Região*. Direção Regional de Agricultura e Pescas do Norte, Mirandela.
2. Cabo, P., Dias, L. G., Vilas Boas, M. and Gomes, M. (2013). "A Apicultura em Modo de Produção Biológico: Identificação dos Principais Entraves à sua Expansão". *Alimentar Mentalidades, Vencer a Crise Global – Atas do ESADR 2013*, Évora.
3. Cabo, P., Dias, L. G., Vilas Boas, M. and Gomes, M. (2014). "Apicultura em modo de produção biológico em Portugal: evolução, situação atual e futuro". In *V Congresso Internacional de Agroecologia e Agricultura Ecológica e Fernández, X.; Rodríguez, D. (Coord.) Propostas agroecológicas ao industrialismo. Recursos compartidos e respostas colectivas*, Vigo.
4. DGADR (2016). *Modo de Produção Biológico - Produção e operadores*. Direção Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural, Ministério da Agricultura, do Mar, do Ambiente e do Ordenamento do Território.
5. FiBL (2014). *Organic in Europe, Prospects and Developments*. Stephen Meredith and Helga Willer (ed.), Research Institute of Organic Agriculture, Frick, and International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM EU Group), Bruxelas.
6. FiBL (2016). *Organic in Europe, Prospects and Developments 2016*. Stephen Meredith and Helga Willer (ed.), Research Institute of Organic Agriculture, Frick, and International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM EU Group), Bruxelas.
7. Ribeiro, M.; Fernandes, A.; Cabo, P. and Matos, A. (2014). "Perfil, conhecimento e hábitos de consumo de azeite biológico na cidade de Bragança, Portugal". In *V Congresso Internacional de Agroecologia e Agricultura Ecológica e Fernández, X.; Rodríguez, D. (Coord.) Propostas agroecológicas ao industrialismo. Recursos compartidos e respostas colectivas*, Vigo.
8. Simões, O., Moreira, J. and Dinis, I. (2008). "Variedades regionais de maçãs e peras. Estarão os consumidores interessados?" In *Variedades Regionais e Agricultura Biológica, Desafios para peras e maçãs portuguesas*. Orlando Simões, Arminda Lopes e Jorge Ferreira (coordenadores), Coimbra.

Politiques foncières et dynamiques pastorales: retour sur l'application de la loi Italienne des fermages de 1971 en Sardaigne

Jean Christophe Paoli

Institut National de la Recherche Agronomique de Corte

Le problème de la gestion du foncier pastoral en zone méditerranéenne repose en général sur le manque de correspondance entre la propriété de la terre d'une part et la propriété des troupeaux et du capital productif d'autre part. Les éleveurs traditionnels méditerranéens de petit bétail s'adaptent en général bien à l'absence de propriété foncière individuelle, soit qu'ils soient usufruitiers de pâturages collectifs soit qu'ils contractent des locations précaires et/ou temporaires de leur pâturage. Cette adaptation repose sur une faible artificialisation du milieu, et donc une utilisation des pâturages en l'état, qu'ils soient des parcours, des formations semi-naturelles, des résidus de culture ou des friches. On comprend que cette situation correspond mal par contre aux besoins modernes de gain de productivité qui passent par des investissements sur l'espace (clôture, défrichement, mise en culture, bâtiment). Outre que ces investissements peuvent remettre en cause le caractère pastoral de l'élevage (problème non traité non cette proposition) ils sont incompatibles – s'ils doivent être réalisés par les éleveurs eux-mêmes - avec la précarité de la tenure foncière du pastoralisme. Et dans les faits une modernisation harmonieuse de l'élevage pastoral, passant par des investissements sur l'espace a le plus grand mal à se mettre en place, et aboutit plutôt à des déséquilibres (la sur-utilisation des concentrés associée éventuellement au sur-pâturage) qu'à des changements durables.

Nous nous proposons ici de montrer un exemple de politique foncière pastorale réussie, menée dans les années 70 en Sardaigne et ayant abouti à un cycle de développement de l'élevage ovin laitier de cette île qui se poursuit aujourd'hui. La loi nationale des fermages de 1971 (dite 'De Marzi-Cipolla») a entraîné dans cette île un mouvement continu d'achat de terre par les éleveurs, qui leur a permis de moderniser leur exploitations et, fait rare en Europe, de maintenir le nombre des actifs du secteur.

Ce que nous présentons comme une réussite sociale et technique, est due à la conjonction de volonté locale et d'une politique nationale dans le cadre d'un règlement «raisonnable» du conflit foncier entre propriétaires et bergers sardes. Nous tenterons d'en tirer quelques enseignements généraux pour les zones pastorales de méditerranée; Le cadre méthodologique retenu pour cette proposition est d'une part l'approche de l'Agriculture Comparée, basée sur des recherches de terrain en exploitations agricoles (menées dans les années 90 et renouvelées en 2015-2016) et d'autre part celle de l'école institutionnaliste qui considère les processus de règlement de conflits comme le cœur de dynamique des institutions. Le croisement de ces approches nous permet d'interpréter les mouvements massifs d'achats de terre par les éleveurs (relevés en particulier dans nos enquêtes directes) comme une volonté commune, au-delà du stricte texte des

lois, de dépasser les conflits en s'appuyant sur des outils de développement régionaux bien pensés.

Biblio essentielle :

- Bazzoli L., Dutraive V. (2014), « D'une démocratie créatrice à un capitalisme raisonnable, lecture croisée de la philosophie de J. Dewey et de l'économie de J.R. Commons », *Revue Economique*, vol. 65, n° 2, mars, pp. 357-372.
- Cochet H. (2011), *L'agriculture comparée*, QUAE Éditions, 159 pages
- Paoli J.C., (2000) Les mutations des territoires méditerranéens : la sédentarisation des exploitations ovines en Sardaigne ; *l'Espace Géographique*, n°4 , p. 341-348
- Paoli, J.C., (2001) Politique globale et développement local : une lecture institutionnaliste du développement rural sarde. *Economie Rurale*, no. 263, 35-47

Perception de la nouvelle loi foncière (10-03) par les agriculteurs?

portement économique; l'approche institutionnaliste de JR Commons, cahier du Gratis, n° 14, 1998.

Bouchaib Faouzi

Université Blida, Algérie

L'objectif de cet article est d'analyser la perception des agriculteurs vis-à-vis de la nouvelle loi foncière (10-03) qui a introduit le statut de la concession en remplacement du droit d'usufruit. Cette nouvelle loi a tenu compte d'une situation antérieure caractérisée par des dépassements et des dérapages tels que le détournement de la vocation de la terre agricole, le désistement ou des comportements informels et illégaux (morcellement informel, location clandestine des terres agricoles du secteur privé de l'Etat). Ainsi, une enquête auprès de 35 agriculteurs dans deux communes de la région centre de la Mitidja (Chebli et Boufarik) a été menée en mars 2013. Cette enquête a permis de déduire que les agriculteurs sont en partie déconnectés des institutions étatiques, et donc ils ne sont pas sensibilisés sur le contenu de la nouvelle loi malgré les séances de sensibilisations programmées par l'administration agricole. Toutefois d'autres agriculteurs, sont préoccupés par les nouvelles règles introduites par la nouvelle loi qui sont perçues tantôt favorablement faisant apparaître de nouvelles possibilités de manœuvre (choix du partenaire, possibilité de bénéficier d'une exploitation individuelle à partir de l'exploitation collective, possibilité d'accéder au crédit bancaire en hypothéquant le droit de concession); et tantôt défavorablement faisant apparaître des inquiétudes et des appréhensions (la dépossession de l'exploitation en cas de non paiement de la redevance, le non renouvellement du droit de concession par les autorités, renforcement du morcellement, la mésentente lors du morcellement des exploitations agricoles collectives). D'autre part, l'ensemble des agriculteurs enquêtés restent vigilants et attendent l'apparition des textes d'applications pour clarifier davantage la perception de cette nouvelle loi. Cela sous entend, que les agriculteurs enquêtés n'ont pas encore définie leurs propres stratégies pour se repositionner par rapport au nouveau contexte institutionnel.

Mots clés

perception, loi foncière (10-03), concession, Mitidja, Algérie.

Bibliographie

- Aït Amara H, 2002. La transition de l'agriculture algérienne vers un régime de propriété individuelle et d'exploitation familiale, Options Méditerranéennes, vol. 36, France.
- Bouaré A., 2013. Contribution à l'étude des contraintes dans la mise en œuvre de la loi foncière 10.03 en Algérie, cas des communes de Boufarik et de Chebli Wilaya de Blida, Projet de fin d'étude, Département d'agronomie, Faculté des sciences agronomiques et vétérinaires, 116 pages.
- ONTA, 2010. Guide de procédures de conversion du droit de jouissance en droit de concession, document, Alger
- Yedan, I., 2013. Contribution à l'étude des contraintes dans la mise en œuvre de la loi foncière 10.03 en Algérie, cas des communes de Boufarik et de Chebli Wilaya de Blida, Projet de fin d'étude, Département d'agronomie, Faculté des sciences agronomiques et vétérinaires, 114 pages.
- Bazzoli L., Dutreuve D., Les dimensions cognitives et sociales du com-

The change in the use and exploit of common lands through three generations

Alda Matos¹, Paula Cabo, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes²

¹Instituto Politécnico de Bragança

The common lands have a significant potential for sustainable rural development, which would be enhanced by new organizational and operational dynamics of the management bodies, determining factor for the diversification of economic and social activities, and consequent humanization of these lands¹. The present work describes a paradigmatic case of change in the use of common lands due to the transformation occurred in the local community, over 3 generations. Based on data obtained from field observation and personal interviews, it analyses the evolution of land use (including water resources) in the commons of a small village located 7 km from the town of Vila Real, Portugal on the right bank of Corgo river and east side of Alvão mountain, since the 2nd half of the twentieth century to the present day. These common lands extend for 30 ha located on the upper slopes adjacent to the Couto village, and are collectively owned by two local communities, the Couto village and Rebordinho hamlet. Both villages collectively own along with the neighbor village of Testeira, an upper plot of common lands located along the east ridge of the mountain.

The common lands administration is carried out by the commoners in the person of President of the Governing Council, in accordance with the decisions taken at Commoners General Assembly. The commoners, inhabitants of local communities, according to local traditions and customs, are entitled to the use and fruition of the common lands, namely for pasturing animals, collection of wood for firewood and bushes for animals' beds (such as gorse) and other fruitions, in particular, the use of spring water for irrigating crops.

The study period comprehends 3 phases, according to the different generations presented. The first one, corresponding to the grandparents' generation, starts in the 2nd half of the XX century. It's a period of intensive exploit of the common lands by the local communities for agro-forestry-pastoral purposes. In this phase, commons' management task was performed jointly by a committee elected by the commoners of all common lands of the communities of the parish.

At this stage begins the private appropriation of plots of common lands for house building. This appropriation made under cover of management committee' family connections was target of popular contestation, and later legitimized by extending it to other commoners. By this way, it was established the policy of providing to commoners (and former commoners) plots for the construction of housing, and its transmission legalized by usucaption. For more than three decades the Couto village grew toward the Rebordinho hamlet, through private appropriation and urbanization of the common lands. This process was in place even until the beginning of this century, having just been abandoned by the impossibility of urbanization of the lots resulting from the new Vila Real County

Master Plan, with the last plots given away being considered green zone.

On the other hand, the common lands use for agriculture, forestry and pastoral activities was gradually phased out, with the change of the basis of local community economy. If in the early phase local communities were mainly agricultural, over generations, the main source of income ceased to be primary sector. The proximity to the urban center dictated the progressive change of labor standards, and although still living in the village, new generations are now working in the metropolis' county and agricultural activity is only performed at the weekend and other free time and as supplement to the household income. This change in the economic basis of communities led to the common lands degradation, by lack of maintenance care, situation aggravated by a huge fire occurred 10 years ago.

The second phase, the parents' generation, is marked by the April 25 Revolution and the Portugal joined the European Economic Community - EEC. With plenty of EEC funds several land improvements have been made in common lands, in particular, put of irrigation water pipes and the opening and pave of rural roads. At the same time, animal traction led to traction motor. At this stage the use of common lands for the purposes of pasturing animals and collection of brushwood to animals' beds was lost, and the gathering of firewood decays due to the raise of commoners' purchasing power, thus exchanging the wood as a primary fuel in favour of electricity and gas. It remains the use of spring water for irrigating crops, now more intensely, with the change in cultural practices in favor of irrigated land.

Finally, the generation of the sons, the current generation, currently lives a conflict motivated by the uses and customs of common lands using inherited from parents and grandparents. On the one hand, the developable land is scarce and expensive and, at the same time, there are vacant plots endowed to individuals for home building purposes that have never been urbanized or were sold for speculative purposes. Also the growth of Rebordinho community triggered the desire to "emancipation" and consequent claim for its own common lands, by splitting the existing common lands. Furthermore, the traditions regarding the use of commons' spring water for irrigation does not suit the current working hours of local communities, increasingly rising conflicts between commoners.

References

1. CMM - Câmara Municipal de Mirandela (2015). A Exploração da Terra. Available in <http://www.cm-mirandela.pt/index.php?oid=4075>

PROGRAMME

Vendredi 30 septembre de 2016

09h00-12h00 Accueil et enregistrement des participants

09h00-09h10 **Séance d'ouverture**

09h10-09h30 Conférence inaugurale
Enjeux pour la gouvernance foncière en Méditerranée : sécurité foncière et conflictualité
 Thierry Kirat,
 Directeur de recherche au CNRS (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, Université Paris-Dauphine/ Paris Sciences et Lettres Research University)

09h30 – 11h00 Séance I – Thème Gouvernance responsable des territoires indivis et/ou à statut incertain

Modérateur: Jean Christophe Paoli
 Rapporteur: Romain Melot

09h30-09h40 **Les terres domaniales tunisienne entre l'efficacité économique et les revendications sociales**
 Mohamed Elloumi¹, Abdallah Ben Saad¹
 Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie

09h40-09h50 **Les effets de la privatisation des terres collectives sur les stratégies d'adaptation et d'occupation de l'espace dans la campagne tunisienne: cas de Bled'amra-GAFSA, Sud tunisien**
 Abdallah Ben Saad¹, Gisèle Vianey², Anne-Marie Frerot²
¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Université de Tours

09h50-10h00 **Modes d'exploitation des parcours steppiques et systèmes de location du capital fourrager. Cas des communes d'El-Gueddid et Zaafrane – Wilaya de Djelfa – Algérie**
 Souhila Fodil¹, Mélanie Requier¹
¹CIHEAM-IAMM Montpellier

10h00-10h10 **Terrains communaux à Trás-os-Montes: de la production forestière, à la valorisation des ressources naturelles et du paysage**
 Sílvia Nobre
 Instituto Politécnico de Bragança

10h10-10h20 **Ressources forestiers et biens communs. La propriété en commun n'est-elle plus efficiente?**
 Orlando Rodrigues
 Instituto Politécnico de Bragança

10h20-10h30 **Land access and transhumance in Greece: economic aspects and social conflicts**
 Koutsou Stavriani¹, Ragkos Athanasios¹, Karatassiou Maria², Lagka Vasiliki¹
¹ Alexander Technological Educational Institute of Thessaloniki, ²Aristotle University of Thessaloniki

10h30-11h00 **Débat**

11h00-11h10 Pause-café

11h10 – 13h00 Séance II – Thème Zones sous pression urbanistique et grands projets

Modérateur: Gisèle Vianey

Rapporteur: Stavriani Koutsou

11h10-11h20 **Evictions agricoles et opérations d'aménagement en France: recherché de compromise locaux entre indemnisation et compensation**
 Roman Melot
 INRA, France

PROGRAMME

11h20-11h30	L'urbanisation des terres agricoles en Algérie	Khalida Abdiche ¹ , Fatiha-Lila Baouche ¹ ¹ Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche
11h30-11h40	Gouvernance des espaces agricoles périurbains en Algérie Défis et stratégies des acteurs Cas de Skikda et sa région	Ahmed Bousmaha Université d'Oum El Bouaghi (Algérie)
11h40-11h50	Le dispositif de protection des terres agricoles en Algérie	Abdelmalek Ahmed Ali Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche
12:05-12:10	De l'«horto-pastoralisme» aux «jardiniers du paysage»: stratégies territoriales des éleveurs corses et sardes	Pauline Vilain-Carlotti LADYSS - Université Paris 8
12h10-12h20	Good governance of land use in natura 2000 area in central Greece: a GIS-based multi-criteria analysis with AHP and cost-benefit analysis	Chrysafo-Anna Chatzipetrou ¹ , Claude Napoléone ² ¹ University of Thessaly, Department of Agriculture Crop Production and Rural Development, Volos, ² INRA Ecodéveloppement UR0767, INRA Domaine Saint-Paul, Avignon
12h20-12h30	Déprise agricole, pression urbaine sur le foncier agricole et paupérisation des oasis. Cas des oasis du grand Gabès, Sud tunisien	Abdallah Ben Saad ¹ , Mohamed Elloumi ¹ , Jean Christophe Paoli ² ¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Institut National de la Recherche Agronomique de Corte
12h30-13h00	Débat	
13h00-14h00	Déjeuner	
14h00-16h20	Séance III – Thème Gouvernance foncière responsable et conflits sociaux et environnementaux Modérateur: Mohamed Elloumi Rapporteur: Mélanie Requier	
14h00-14h10	Reconcile Food Production and Biodiversity Protection at the Regional Scale	Claire Pellegrin ¹ , Claude Napoléone ¹ , Rodolphe Sabatier ² ¹ INRA, SAD, Ecodéveloppement, ² INRA, AgroParisTech, SAD'APT
14h10-14h20	Flexibilités développées par les agro-pasteurs pour accéder au foncier dans un contexte d'incertitudes. Cas de la communauté des Ouled M'Hani (El-Guedid-Djelfa-Algérie)	Mohamed Kanoun ¹ , Johann Huguenin ² , Hacène Ikhlef ³ , Amel Meguellati-Kanoun ¹ ¹ INRA Algérie, ² CIRAD France, ³ ENSA EL-HARRACH
14h20-14h30	The change in the use and exploit of common lands through three generations	Paula Cabo ¹ , Alda Matos ¹ , Maria Isabel Ribeiro ¹ , António Fernandes ¹ ¹ Instituto Politécnico de Bragança
14h30-14h40	Le secteur de la réforme agraire au Maroc: de la redistribution conditionnée de la terre à la restructuration de son mode d'attribution	Aissan Zine-Dine Faculté de droit –Meknes, Maroc
14h50-15h00	Two decades of organic farming in Portugal	Paula Cabo ¹ , Alda Matos ¹ , Maria Isabel Ribeiro ¹ , António Fernandes ¹ ¹ Instituto Politécnico de Bragança

PROGRAMME

15h00-15h10	Politiques foncières et dynamiques pastorales: retour sur l'application de la loi Italienne des fermages de 1971 en Sardaigne	Jean Christophe Paoli Institut National de la Recherche Agronomique de Corte
15h10-15h20	Perception de la nouvelle loi foncière (10-03) par les agriculteurs?	Bouchaib Faouzi Université Blida, Algérie
15h20-15h30	The ecological problem as a real problem	Alda Matos ¹ , Paula Cabo ¹ , Maria Isabel Ribeiro ¹ , António Fernandes ¹ ¹ Instituto Politécnico de Bragança
15h30-16h00	Débat	
16h00-16h10	Pause-café	
16h10 – 17h10	Réunion Réseau Foncimed	
17h30	Programme culturel – Centro de Arte Contemporânea Exposition photographique de Sebastião Salgado (photographe brésilien) “Sem terra”	
20h00	Diner	
Samedi 1 octobre de 2016		
08h00	Départ au cœur de la région viticole du Douro (environ 1h ½ par Bus)	
10h00 – 12h30	Séance IV – Thème Droits fonciers et appellations de qualité	
10h00	Visite au musée du Douro et visualisation de vidéo explicatif	
11h00	Table ronde Droits de propriété et appellations de qualité Orlando Simões: Instituto Politécnico de Coimbra José Manuel Castro e Silva Meneres Manso – Presidente Direção ADVID - Associação para o Desenvolvimento da Viticultura Duriense Thierry Kirat Roula Koutsou	
11h30	Débat	
12h30	Visite à des caves de vin du Porto et déjeuner	
15h00	Croisière <i>réflexion</i> en bateau (Régua – Pinhão) – visualisation et analyse du paysage.	
17h45	Départ à Bragança en Bus	
20h00	Diner et clôture du séminaire	



Gouvernance responsable des régimes fonciers

Bragança, Portugal
29 septembre – 1 octobre